CHAPITRE SIXIÈME

--

L'abbé Charles de la Goudalie. — Education et cléricature. — Jeune prêtre dans le diocèse de Rodez. — Il passe au Canada. — Années de ministère à Montréal. — Retour en France, la solitude d'Issy. — Il accepte la cure de Saint-Charles des Mines. — Sa prudente administration. — Il est nommé vicaire général de l'Acadie. — Voyage en France. — L'abbé de Miniac curé de la Rivière-aux-Canards et vicaire général de Québec. — Sage conduite de l'abbé de la Goudalie durant la guerre de 1744 à 1748. — Les Acadiens et les partis de guerre. — Triste position des curés de l'Acadie. — Ils sont accusés à Londres comme traîtres à l'Angleterre, et à Paris comme traîtres à la France. — Apaisement passager. — Retraite de l'abbé de la Goudalie et de l'abbé de Miniac à Nantes.

I

L'abbé Charles de la Goudalie paraît avoir été originaire du Rouergue ; du moins le trouve-t-on tout jeune homme à Rodez en 1680. Le 2 octobre 1700, il entre en qualité de clerc au petit séminaire de Saint-Sulpice à Paris. Il y passe cinq années à l'étude et à la pratique des vertus ecclésiastiques, édifiant ses maîtres et ses confrères par une régula-

rité rare et une piété aussi solide qu'aimable. Au sortir du séminaire, il se rend au Puy en Velay, où il passe deux ans à se préparer à la vie de mission pour laquelle il se sentait de l'attrait.

Le supérieur du séminaire de Paris, l'abbé Leschassier, l'avait envoyé dans ce diocèse modèle pour y passer d'abord six mois sous la direction d'un confrère d'expérience, et s'y former au ministère paroissial avant de le diriger sur les missions du Canada qui étaient de plus en plus l'objet de ses vœux. Il était à Limoges en 1707, n'attendant que l'ordre de partir pour la Rochelle où devait se faire l'embarquement. Il eut lieu au printemps de cette année, et l'abbé de la Goudalie arriva à Montréal le 27 août accompagné de deux confrères.

M. Leschassier l'avait cru propre à aider M. de Breslay dans sa mission de l'Ile-aux-Tourtes. Aussi, dès son arrivée à Villemarie, le missionnaire des Népissings le demanda-t-il avec instances ; mais le supérieur de Montréal, M. de Belmont, le réservait pour d'autres postes où sa présence était plus nécessaire. Il l'envoya travailler en diverses parties du gouvernement de Montréal, tour à tour à l'Ile-du-Pas, à la Pointe-aux-Trembles, à Sorel, à Saint-Louis, à l'Assomption, à Repentigny, où il fut successivement vicaire, curé, grand vicaire et même notaire quand les cas l'exigeaient. Une vingtaine

d'années s'écoulèrent au milieu de ces travaux sans éclat, mais non sans mérite.

Cependant M. de la Goudalie n'était pas encore inscrit au catalogue de la compagnie de Saint-Sulpice. M. Leschassier le fit donc venir à Paris, d'où il l'envoya passer quelque temps à la solitude d'Issy pour se recueillir, se retremper dans la ferveur sacerdotale et se préparer à de nouveaux labeurs apostoliques. Ses goûts de missionnaire s'accroissant davantage, on lui permit de retourner dans la Nouvelle-France comme membre de la compagnie. C'était au moment où un pressant besoin de prêtres se faisait sentir en Acadie, particulièrement au bassin des Mines, d'où le P. Félix, récollet, était à la veille de se retirer. La position difficile où se trouvait le clergé de ce pays, obligé de vivre sous un joug étranger, en contact journalier avec des officiers publics imbus de préjugés intenses contre tout ce qui portait le nom de catholique, exigeait un grand discernement dans le choix des prêtres qu'on y envoyait. La vertu, la science, le zèle, les capacités administratives ne suffisaient pas ; il fallait y joindre une sûreté de jugement, une prudence, un tact, une expérience plus qu'ordinaires. Ces qualités se rencontraient à un haut degré chez l'abbé de la Goudalie : il fut désigné pour la cure de Saint-Charles, appelée ordinairement les Mines ou la Grand-Prée,

et il accepta. Mais il fallait d'abord se rendre à Port-Royal pour y être agréé par le gouverneur et le conseil de la province ; il le fut et alla prendre la direction de sa paroisse au cours de l'année 1729.

II

Une modification venait alors de s'opérer dans l'organisation ecclésiastique de l'Acadie, qu'il est bon de remarquer avant d'y suivre l'action de l'abbé de la Goudalie qui en fut assez longtemps le premier dignitaire. Il n'y restait plus à son arrivée aucun Récollet : le dernier, le P. Félix Pain, était retourné à Louisbourg. Les religieux de cet ordre avaient de longs états de service en Acadie, où le ministère évangélique avait toujours été très difficile et très pénible, à cause des désordres auxquels se livraient, loin de toute autorité, une nuée d'aventuriers, trafiquants, coureurs de bois, écumeurs de mer, qui l'infestaient. Dès l'année 1677, l'abbé Dudouyt, agent de M^{sr} de Laval à Paris, disait au cours d'une entrevue avec Colbert : “ L'on a été contraint d'abandonner les églises de l'Acadie, à cause des excès de boissons et autres semblables ¹”.

1 — *Archives du séminaire de Québec. — Relation des entretiens de M. Dudouyt avec Colbert, adressée à Mgr de Laval en 1677.*

Une autre cause de l'abandon dont parle ici l'abbé Dudouyt, avait été l'occupation anglaise qui avait duré de 1654 à 1667. Il ne paraît cependant avoir été que transitoire : ce ne fut en tout cas qu'un répit momentané qui permit à M^{sr} de Laval de réorganiser l'Eglise d'Acadie sur un nouveau pied et avec des moyens plus efficaces. En effet, au moment où écrivait l'abbé Dudouyt, ce soin venait d'être confié aux prêtres des Missions-Etrangères qui y furent suivis bientôt après de la petite cohorte de Sulpiciens, dont nous avons dit la vie et les œuvres. On n'a oublié ni l'abbé Thury, ni l'abbé Petit des Missions-Etrangères ; ni MM. Geoffroy, Baudoin, Trouvé de Saint-Sulpice. Ces missionnaires rencontrèrent les mêmes obstacles que leurs devanciers de la part des mêmes hommes qui, à force de calomnies, de persécutions, d'accusations portées jusqu'au pied du trône, les forcèrent à se retirer et à attendre un nouveau régime pour reprendre les œuvres commencées.

Les Récollets, rentrés de nouveau en Acadie après eux, furent les guides spirituels des colons durant la période critique de la conquête anglaise. Ils se montrèrent des religieux aussi intelligents que vertueux, des conseillers aussi sages qu'éclairés, s'oubliant eux-mêmes, s'exposant à d'injustes traitements, à la prison, au bannissement, pour empêcher les Acadiens

de tomber dans les pièges qu'on leur tendait. Les hommes s'usaient vite à ce travail ingrat. Les Récollets soulevèrent contre eux la haine des Anglais qui les accusèrent de conspiration contre leur gouvernement, et mécontentèrent la cour de France qui leur reprocha de ne pas prendre suffisamment ses intérêts, tout en continuant à recevoir les gratifications accordées de tout temps aux missionnaires de l'Acadie. Les récriminations des gouverneurs anglais, répétées d'année en année de Londres à Paris, furent d'autant mieux écoutées que la France était alors aux pieds de l'Angleterre avec le régent et le cardinal Dubois. Le rappel des Récollets fut donc décrété par le roi et les ministres de Versailles. Les deux Sulpiciens qui avaient su ivi la colonie du comte de Saint-Pierre à l'île Saint-Jean, M. M. de Breslay et de Métivier, revinrent en France sur ces entrefaites après avoir cédé leurs missions de l'île aux Récollets. La congrégation de Saint-Sulpice était donc désignée d'avance pour remplacer ces religieux dans la Nouvelle-Ecosse. Le supérieur de cette compagnie y était tout disposé, attendu l'intérêt que ses devanciers depuis l'abbé Tronson avaient toujours porté aux Français de ce pays. Aussi donna-t-il son entière adhésion à la requête des habitants de Port-Royal qui demandaient l'abbé de Breslay pour leur curé. Il rencontrait à la fois le désir de

ces braves gens et ceux du gouvernement français qui, de son côté, espérait par ce changement mieux entrer dans les vues de la cour de Londres. Nous avons vu l'abbé de Breslay à Port-Royal en 1724. A partir de ce moment jusqu'en 1756, c'est-à-dire un an après le grand dérangement, il y eut toujours des Sulpiciens en Acadie.

III

Il n'y avait pas longtemps que l'abbé de la Goudalie était installé au presbytère des Mines, quand il eut à se prononcer sur la brûlante question du serment qui passionnait plus que jamais l'opinion publique. Les habitants du Bassin ne s'étaient pas laissé leurrer comme ceux de Port-Royal par les fallacieuses propositions d'Armstrong ; mais la difficulté n'avait été qu'ajournée. Elle se présenta de nouveau au retour de Philipps qui était venu exprès d'Angleterre pour la régler et qui paraissait bien déterminé à ne pas s'en retourner sans l'avoir résolue. Quel conseil était-il juste et sage de donner au peuple ? Devait-on l'engager à se soumettre aux conditions offertes, ou bien à continuer la résistance ? Question bien grave, pendante depuis plus de quinze ans et d'où dépendait l'avenir de toute la population. Avant de conseiller la soumission, l'abbé de la Goudalie donna

la mesure de sa sagesse et de sa prévoyance dans le certificat contenant les promesses et les engagements du gouverneur qu'il fit dresser et signer par son agent, le notaire Bourg dit Bellehumeur, et qu'il contresigna lui-même avec l'abbé de Noinville, " pour être mis, selon les propres expressions du certificat, entre les mains des habitants et leur valoir et servir partout où besoin sera, ou que de raison en est".

Ce témoignage écrit est le seul qui existe au moyen duquel on puisse attester, pièce en main, les garanties accordées par Philipps en qualité de représentant de la couronne d'Angleterre. D'autres certificats d'une égale authenticité durent être livrés ailleurs, qui ont disparu dans la catastrophe de 1755. Le seul connu aujourd'hui est celui qui fut transmis au ministère des Affaires-Etrangères à Paris, qui s'y trouve encore.

L'abbé de la Goudalie aurait pu difficilement inaugurer son administration aux Mines par un service plus signalé que celui qu'il rendit en cette occasion de concert avec l'abbé de Noinville. La grande inquiétude qui pesait sur tous les esprits depuis la conquête anglaise s'évanouit, et une ère de stabilité et de sécurité parut s'ouvrir. Philipps put croire de bonne foi que la neutralité garantie par lui serait reconnue et respectée par ses successeurs en cas de

rupture avec la France. Quoi qu'il en soit, les Acadiens qui avaient agi en toute bonne foi supposèrent la même franchise de la part de leurs gouvernants, et envisagèrent l'avenir avec une trompeuse sécurité.

Le gouverneur n'avait eu qu'à se féliciter des missionnaires à qui il devait avant tout autre le succès de la mission qui l'avait amené en Amérique. De fait, si les quatre prêtres qui desservaient alors l'Acadie française, l'abbé Lesclaches à Beaubassin ¹, l'abbé de Noinville à Piquit, l'abbé de la Goudalie aux Mines, l'abbé de Breslay à Port-Royal, se fussent concertés pour empêcher leurs paroissiens de prêter serment, il est plus que probable qu'ils y eussent réussi. Ils ne le firent point ; au contraire, ils prêtèrent leur concours au gouverneur. Leurs bons offices ne purent cependant faire taire son fanatisme et ses préjugés. S'il avait rendu justice à l'abbé de Breslay, c'est qu'il y avait tout intérêt. L'extrait suivant d'un Mémoire déjà cité dévoile clairement ses intentions et la politique qu'il conseillait à la métropole :

“ Le sieur Armstrong n'est pas le seul adversaire de la religion dans l'Acadie. Tout favorable qu'a pu se montrer M. Philipps au sieur de Breslay, mission-

1 — *Etat présent des missions de l'Acadie, 1731.*

naire, il a fait voir d'ailleurs qu'il ne l'était pas à la religion qu'il a prétendu assujettir à de nouvelles lois, et à des usages j usqu'à aujourd'hui inouïs qui ne peuvent que la rendre captive et insensiblement la détruire et l'anéantir.

“ Il exige, par exemple, que les habitants des paroisses qui auraient désormais besoin d'un missionnaire, soient obligés, pour l'obtenir, de lui présenter une requête et qu'ils ne puissent en avoir qu'en conséquence de l'entérinement de leurs requêtes.

“ Ce gouverneur a été plus loin ; il a déclaré au sieur de Breslay qu'il ne voulait plus reconnaître Québec pour diocésain de l' Acadie, et qu'il n'admettrait dans les paroisses de son gouvernement aucun des prêtres qui en seraient envoyés ; en conséquence, il a défendu aux habitants d'aller à l'île Royale ou en Canada pour en demander. Il prétend, dit-on aussi, que le grand vicaire qui sera chargé de la direction des paroisses et missions de l'Acadie doit être nommé par le Saint-Siège, et de plus que ce grand vicaire réside toujours à Annapolis, disant qu'autrement il n'en souffrirait aucun dans son gouvernement. Telles sont, selon que nous l'écrivent M. de la Goudalie, grand vicaire, et M. de Breslay missionnaire dans l'Acadie, les prétentions d u gouverneur anglais ¹”.

1 — *Etat présent des missions de l'Acadie.*

Le projet d'exclure tous les prêtres français de la Nouvelle-Ecosse, et de les remplacer par d'autres étrangers à la France et nommés par le Saint-Siège, dans le but de soustraire les Acadiens à la juridiction de l'évêque de Québec et à l'influence de la France, avait séduit le conseil de Port-Royal qui l'embrassa avec ardeur. Ce même projet hanta l'esprit d'Armstrong tout le temps de sa dernière administration, et fut repris par le gouverneur Cornwallis après la fondation d'Halifax ¹. Il y avait dans cette idée d'un recours à Rome un côté étrange qui touche au ridicule, quand on songe que le pape était alors regardé en Angleterre comme une espèce d'antéchrist.

C'est au milieu d'une pareille situation que M^{sr} Dôsquet eut la fâcheuse inspiration de faire les changements de dignités ecclésiastiques dont nous avons parlé. Non seulement ils portèrent le trouble et le mécontentement parmi les prêtres, mais ils firent naître chez le gouverneur Philipps une nouvelle prétention qu'il n'eût peut-être pas eue sans cela : celle d'exiger que le vicaire général de l'Acadie résidât toujours à Port-Royal. Philipps n'eut pas le temps d'imposer cette exigence. A la fin de l'année 1731, il était parti pour l'Angleterre et remplacé par son lieutenant, l'intraitable Armstrong, qui avait

1 — *Cornwallis to Lords of Trade*, 27 novembre 1750.

tout son fanatisme sans avoir son tempérament. Piquit et Port-Royal se trouvaient sans pasteurs depuis le départ de l'abbé de Noinville et de l'abbé de Breslay. M. Lesclaches à Beaubassin et M. de la Goudalie aux Mines : voilà tout ce qui restait de prêtres pour desservir les quatre à cinq mille, Acadiens échelonnés tout autour de la baie de Fundy, du bassin des Mines, de la baie de Port-Royal et jusqu'au cap de Sable ¹. Les missions micmacques de la péninsule n'étaient guère moins à plaindre : le patriarche de ces missions, l'abbé Gaulin, était à bout de force et allait bientôt dire adieu à ses bons sauvages pour venir mourir à Québec ².

M^{er} Dosquet dut comprendre l'erreur qu'il avait commise, quand il en sut les conséquences, quand MM. de la Goudalie et Lesclaches lui exposèrent leur isolement, l'impossibilité où ils étaient, faibles de santé tous deux, de suffire à l'écrasante besogne dont ils étaient chargés ³, quand enfin lui arrivèrent

1 — D'après un recensement envoyé en 1730 à Québec par les missionnaires, la population française de l'Acadie se composait de 696 familles, formant d'après le calcul de Rameau, 4,345 âmes. *Une colonie féodale*, vol. II, p. 17.

2 — Décédé à l'Hôtel-Dieu, le 6 mars 1740, l'abbé Gaulin fut inhumé dans la cathédrale de Québec.

3 — “ Au lieu du nombre de prêtres qui seraient au moins nécessaires pour desservir les paroisses françaises et les missions sauvages de cette province, il ne s'y en trouve actuellement plus que deux, à ce qu'on a lieu de croire : savoir le

les requêtes des habitants de Port-Royal et de Piquit demandant avec instances et au plus tôt des pasteurs. Il se hâta d'envoyer deux missionnaires en Acadie, MM. Chauvreulx et de Saint-Poncy, qu'il nomma le premier curé de Piquit, le second curé de Port-Royal. Le prélat s'était privé de son propre secrétaire, M. de Saint-Poncy, venu avec lui de France, pour l'envoyer en Acadie. Les deux missionnaires étaient porteurs de lettres de recommandations, dans lesquelles l'évêque de Québec se rendait garant de leur conduite et de leur soumission aux autorités de la province. L'évêque annonçait en même temps au gouverneur Armstrong son dessein de se rendre dans la Nouvelle-Ecosse pour y faire la visite épiscopale au retour d'un voyage qu'il projetait en Europe ¹. Armstrong qui avait encore présentes à la mémoire les protestations de Philipps contre la juridiction de l'évêque de Québec qu'il repoussait plus bruyamment encore, s'indigna de la proposition de Mgr Dosquet, qu'il qualifia

sieur de la Goudalie, qui dessert la paroisse des Mines, et M. Lesclaches, qui dessert celle de Beaubassin ; encore ces deux missionnaires sont-ils déjà tellement affaiblis moins par l'âge que par les travaux passés et par les infirmités qu'ils ont contractées, qu'ils écri vent se trouver hors d'état de travailler ou du moins qu'ils ne pourront plus tenir longtemps ". *Etat présent des missions de l'Acadie*, 1731.

1 — *Mgr Dosquet au gouverneur Armstrong*, 3 sept. 1732.

d'une usurpation insoutenable et d'un empiètement sur les droits de la couronne d'Angleterre. Il en fit des représentations au duc de Newcastle ¹.

Malgré sa mauvaise humeur, il ne put cependant s'empêcher de recevoir MM. Chauvreulx et de Saint-Poncy qui allèrent prendre possession de leurs cures respectives ². Lui-même avait dû céder peu de mois auparavant aux requêtes des habitants de Pigiquit et de Port-Royal, et écrire à M. de Saint-Ovide, gouverneur du Cap-Breton, pour obtenir par son intermédiaire l'envoi de deux missionnaires.

Dans l'intervalle, il avait trouvé moyen de se brouiller avec le grand vicaire de la Goudalie, sous prétexte de désobéissance à ses volontés ³. L'affaire n'eut cependant pas de suite, grâce aux réclamations venues de toutes les parties du bassin des Mines qui se seraient trouvées absolument sans prêtres ; car l'abbé Chauvreulx qui s'était arrêté à Louisbourg pour y conférer avec M. de Saint-Ovide

1 — *Canadian Archives*, p. 81.

2 — La première signature du nouveau curé de Port-Royal dans les registres de la paroisse est du 15 novembre 1732 ; il signe Saint-Poncy de Lavernède. L'abbé Chauvreulx signe en décembre suivant dans les mêmes registres, ce qui laisse à penser qu'il ne prit possession de la cure de Pigiquit qu'à la fin de cette année ou au commencement de la suivante.

3 — *Nova Scotia Archives*, p. 26.

et s'y munir de passeports, n'était pas encore rendu à son poste.

La joie d'embrasser ce confrère, sulpicien comme lui, de l'installer à Piquit, où il allait désormais l'avoir pour aide et voisin, fit bien vite oublier au grand vicaire de la Goudalie les déboires qu'il venait d'éprouver. Tous deux avaient une large besogne à se partager : l'abbé Chauvreulx eut à desservir deux églises, celle de l'Assomption et celle de la Sainte-Famille, situées de chaque côté de la rivière Piquit, aujourd'hui l'Avon ; l'abbé de la Goudalie, l'église des Mines et celle de la Rivière-aux-Canards, bâtie auprès de la rivière de ce nom, tout au fond du Bassin. La population totale dont ils avaient la charge, s'éleva bientôt au chiffre de 2,000 âmes partagées à peu près également entre les deux dessertes¹.

On conçoit facilement quelle avait dû être la satisfaction du grand vicaire de la Goudalie, quand il annonça à l'évêque de Québec que les quatre principaux centres acadiens de la province étaient de nouveau pourvus de curés. Il eût fallu sans doute un plus grand nombre de missionnaires pour desservir les établissements les plus éloignés, tels que ceux

1 — En 1730, la population du bassin des Mines était de 1,718 âmes.

de la rive occidentale de la baie de Fundy et ceux de la rive orientale de la péninsule ; mais il n'y avait pas à y songer, car le gouvernement était absolument opposé à l'admission d'un plus grand nombre de prêtres. Le dévouement et l'activité y suppléeraient ¹.

IV

Les années qui suivirent jusqu'à la rupture de la paix en 1744, peuvent être regardées comme les plus heureuses dont jouirent les Acadiens sous le régime anglais. Elles le furent également pour le clergé, malgré quelques tracasseries que nous aurons à raconter. Cette tranquillité provenait moins du bon vouloir que de l'impuissance du gouvernement, lequel ne se faisait guère sentir en dehors du rayon de Port-Royal. Confiné dans son petit château fort gardé par une poignée de soldats, Armstrong frémissait de ne pouvoir exercer à son gré sa capricieuse autorité. Il s'en dédommageait dans ses dépêches en maugréant contre les habitants français, et leurs prêtres qui, disait-il, sont ingouvernables (*very ungovernable* ²). " Pour les sujets de dispute les plus

1 — *Armstrong au secrétaire de la guerre*, 2 novembre 1732.

2 — *Nova Scotia Archives*, p. 92.

frivoles, ajoutait-il, ils invoquent la coutume de Paris, et avec cette prétendue autorité, ils méprisent tous les ordres du gouvernement et suivent les règlements de leurs prêtres et de l'évêque de Québec qui ordonne non seulement les constructions d'églises, mais envoie les prêtres qu'il veut et le nombre qu'il juge à propos. Dans toutes les autres affaires, il prend la même liberté¹". Dans une autre dépêche, le gouverneur insistait : " Les habitants, étant tous français et catholiques romains, sont plus sujets de Québec et du Cap-Breton que de Sa Majesté, dont ils semblent mépriser le gouvernement, étant gouvernés par les prêtres les plus insolents. Il espère recevoir une direction au sujet des mesures à prendre pour abattre leur insolence²".

Ce qu'il y avait de plus alarmant, c'est que ces Français se multipliaient avec une effrayante rapidité. " Ils forment aujourd'hui, disait Philipps, un corps formidable, qui se répand comme la progéniture de Noé (*like Noah's progeny*) sur toute la surface de la province³".

Deux ans après (1732), un autre officier anglais,

1 — *Armstrong aux lords du commerce*, 10 juin 1732, p. 94.

2 — *Armstrong au duc de Newcastle*, 15 novembre 1732.

3 — *Le gouverneur Philipps au duc de Newcastle*, 2 septembre 1730.

M. Dunbar, ne s'effrayait pas moins de cet accroissement : « Ces habitants français, disait-il, se multiplient si rapidement que bientôt il n'y aura plus de terres pour d'autres ¹ ».

Si cet accroissement était un danger, les Anglais avaient raison de s'alarmer, car il était réellement formidable. Il n'y avait que deux mille cinq cents Français dans la province à la date de la conquête, et il s'y trouvait « dix mille communiants » en 1748, d'après le recensement de l'abbé Le Loutre. On ne voyait d'Anglais qu'à Port-Royal, et dans un nombre insignifiant.

Les gouverneurs ne se trompaient pas quand ils disaient que les Acadiens aimaient mieux se courber devant la houl ette de leurs pasteurs que sous le sceptre de Sa Majesté britannique. Ils subissaient l'un, ils chérissaient l'autre. Les magistrats qui de temps en temps venaient de Port-Royal administrer la justice au bassin des Mines et ailleurs, ne faisaient que passer, tandis que les prêtres étaient toujours au milieu du peuple. Ils étaient jour et nuit à son service pour le temporel comme pour le spirituel ; ils partageaient leurs deuils encore plus que leurs réjouissances, s'asseyaient plus souvent au chevet des malades qu'aux festins des noces. Ils avaient toujours

1 — *Dunbar à Popple (?)*, 25 août 1732.

la main ouverte pour une aumône, et les lèvres pour un bon conseil. Aucune affaire importante ne se traitait qu'ils n'y fussent appelés. Ils étaient souvent choisis comme arbitre dans les contestations, et s'ils n'y mettaient pas toujours fin, ils laissaient toujours les deux partis convaincus de leur droiture d'intention, de leur bon sens et de leur impartialité. Ceci n'était pourtant que le bien accompli dans l'ordre des choses temporelles. Que dire de celui qui s'opérait dans l'ordre spirituel, à l'église, en chaire, d'où la parole évangélique descendait chaque dimanche en rosée salubre et fécondante sur des âmes simples et préparées à la recevoir ?

Ces fruits de grâces et de bénédictions, nul parmi les missionnaires de l'Acadie ne les répandit avec plus d'abondance que le curé des Mines. L'abbé de la Goudalie n'était cependant pas un homme d'un talent remarquable, mais sa vertu l'était infiniment, et il y joignait une haute raison, un caractère affable et conciliant qui gagnait les esprits et les cœurs. Aussi ne trouve-t-on aucune trace de désaccord entre lui et ses ouailles durant les vingt années qu'il desservit la paroisse de Saint-Charles des Mines.

Sa santé délicate fléchit en peu d'années sous le fardeau d'un ministère trop laborieux. Sa vue lui donna des craintes si sérieuses qu'il songea dès l'année 1734 à repasser en France pour se mettre

sous les soins des médecins, dont aucun n'était encore établi parmi les Acadiens. La difficulté de trouver un remplaçant lui fit ajourner ce voyage jusqu'en 1740. Durant cet intervalle, il ne fit qu'une absence quelque peu prolongée pour se rendre à Louisbourg où il voulait rencontrer l'évêque de Québec, M^{sr} Dosquet, à son retour d'Europe, afin de lui soumettre son rapport sur les missions de l'Acadie. Cette rencontre ne put avoir lieu. A son départ au cours de l'année 1740, il dit adieu à ses paroissiens comme s'il ne devait plus les revoir ; car son âge et ses infirmités ne lui donnaient guère cette espérance. A l'annonce de ce départ, le chapitre de Québec en l'absence de l'évêque, nomma vicaire général de l'Acadie, l'abbé de Miniac, chanoine de la cathédrale, qui alla se fixer à la Rivière-aux-Canards, espérant sans doute que l'abbé de la Goudalie reviendrait bientôt prendre la direction de la paroisse de Saint-Charles. Il ne se trompait pas.

La cour de France considérant les longues années que l'abbé de la Goudalie avait passées dans les missions soit du Canada, soit de l'Acadie, en qualité de grand vicaire, les services rendus avec tout le zèle et le succès possibles, voyant qu'il n'était pas tout à fait hors d'état de rendre quelques services, pensant de plus à la difficulté qu'il y avait de trouver de bons missionnaires pour l'Acadie anglaise, augmenta

sa pension de quatre cents à six cents livres prises sur l'évêché de Laon, en lui témoignant la satisfaction qu'éprouverait le roi de le voir retourner en Acadie. Le bon vieillard, voyant dans ce désir l'expression de la volonté divine, prit le parti de retourner à la Nouvelle-Ecosse.

M. de la Goudalie y était adoré des Acadiens et bien vu des Anglais en général. Le ministre de la marine, Maurepas, le remercia de sa détermination : “ Je compte, disait-il, que vous continuerez d'être également utile au bien de la religion et au service du roi ”.

V

L'abbé de la Goudalie s'embarqua le 24 avril 1741, avec quelques autres missionnaires que M. Couturier, supérieur de Saint-Sulpice, envoyait au Canada.

Débarqué à Louisbourg, il s'y reposait des fatigues d'une rude traversée avant de se rendre au bassin des Mines, quand un avis de M. Duquesnel, gouverneur du Cap-Breton, lui fit changer de direction. Ce gouverneur venait de recevoir une lettre du major Cosby, l'ancien ami de l'abbé de Breslay qui le priait d'envoyer le missionnaire à Port-Royal, pour la paroisse qui se trouvait sans curé. M. de

Saint-Poncy avait été obligé d'en partir à la suite de nouvelles incartades d'Armstrong que nous aurons à raconter.

Mascarène qui gouvernait la Nouvelle - Ecosse depuis 1739, vécut dans des rapports de bon voisinage avec le nouveau curé de Port-Royal qui réussit même à faire taire les préjugés de son entourage protestant. Il y serait resté définitivement si les habitants de Saint-Charles n'eussent réclamé son retour. Quand, au printemps de 1742, il eut quitté Port-Royal où devait le remplacer l'abbé Desenclaves de Beaubassin, et qu'il eut repris sa cure des Mines, Mascarène voulut lui témoigner par écrit sa haute satisfaction. Il le pria d'être le conseiller de ses confrères et le proposa pour exemple. " J'apprends avec plaisir, lui disait-il (16 j uin), que vous vous êtes rendu sain et sauf aux Mines. M. Desenclaves est également arrivé à Port-Royal. . . Les rapports personnels que j'ai eus avec vous ici m'ont convaincu que vous agissez conformément aux règles établies pour le bon ordre et la paix. Je ne doute pas que vos bonnes intentions ne soient toujours les mêmes et que vos exemples et vos conseils ne contribuent à maintenir les missionnaires dans l'observance de leurs devoirs à l'égard de ce gouvernement, et les habitants dans l'obéissance à laquelle ils sont obligés par le serment qu'ils ont fait à Sa Majesté le roi de

la Grand e-Bretagne. Je suis, Monsieur, avec une très grande estime, votre, etc. ”.

Ces dispositions du gouverneur étaient de bon augure pour l'avenir. Evidemment l'abbé de la Goudalie avait acquis sa confiance et, de son côté, Mascarène espérait beaucoup de l'influence de ce missionnaire sur ses collègues et sur la population française. Pourtant les années de paix dont avait joui l'Acadie touchaient à leur fin, et les troubles qui allaient commencer n'auraient d'autre terme que la destruction de la colonie acadienne. A cette date six paroisses étaient régulièrement constituées, chacune avec un curé résidant, l'abbé Desenclaves à Port-Royal, l'abbé de Miniac à la Rivière-aux-Canards, l'abbé de la Goudalie aux Mines appelée aussi la Grand-Prée, l'abbé Chauvreux à Pigiquit, l'abbé Girard à Cobequid ¹, l'abbé Laboret à Beaubassin ². L'abbé de Miniac, en qualité de vicaire général de l'évêque de Québec, avait la haute surveillance de ce clergé. Chacun de ces prêtres était obligé de se munir d'une autorisation du gouverneur de la

1 — L'abbé Girard était arrivé en Acadie en 1733. Il dut desservir quelque temps la paroisse de Beaubassin.

2 — Ce missionnaire eut avec ses paroissiens des démêlés qui le firent rappeler par l'évêque de Québec à la fin de 1745. *Le marquis de Beauharnois et l'intendant Hocquart au ministre*, 12 septembre 1745.

Nouvelle-Ecosse pour exercer ses fonctions dans la province. Il n'en était pas de même à l'égard des missions des sauvages, MM. Maillard et Le Loutre qui ne relevaient que des autorités du Cap-Breton, du gouverneur pour ce qui regardait le temporel, et pour le spirituel, du vicaire général de l'île et de ses dépendances, nommé par l'évêque de Québec.

Il y avait deux centres principaux de missions établis depuis peu en faveur des Micmacs, celui de Sainte-Anne, dans une île du lac Bras-d'Or au Cap-Breton, dirigé par l'abbé Maillard ¹, et celui de Shubenacadie, sur la rivière du même nom, à une douzaine de lieues de Cobequid, dirigé par l'abbé Le Loutre. Chacune de ces missions avait église et résidence pour le prêtre, bâties en grande partie aux frais du gouvernement français qui faisait également une pension annuelle à chacun de ces missionnaires. Un village de cabanes ou maisonnettes habitées par des familles micmacques les entouraient. Ces villages n'étaient guère peuplés que de vieillards, de femmes et d'enfants aux époques de chasse et de pêche ; mais s'emplissaient et s'augmentaient d'une foule

1 — Outre sa mission de Sainte-Anne (Maligouèche), l'abbé Maillard desservait celle de Natkitgouèche, sur la côte de la Nouvelle-Ecosse, et celle de Malpeç dans l'île Saint-Jean.

d'autres cabanes dans le temps où la Robe Noire y faisait la mission. Le missionnaire des sauvages de la rivière Saint-Jean, le P. Germain, jésuite, dont la principale résidence était à Médoctec sur la rivière Saint-Jean, se trouvait vis-à-vis le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse dans les mêmes conditions que MM. Maillard et Le Loutre.

Il est essentiel de saisir la différence qu'il y avait entre la situation des missionnaires attachés aux sauvages et celle des curés de l'Acadie française : ceux-ci suivaient le sort de leurs paroissiens devenus sujets anglais, ceux-là prenaient le mot d'ordre à Louisbourg ou à Québec dont ils dépendaient. Cela explique la divergence de conduite qu'on vit durant la guerre. Tandis que les curés prêchaient la neutralité et en donnaient l'exemple, les missionnaires des sauvages embrassaient ouvertement la cause de la France, et accompagnaient les troupes et les sauvages dans les expéditions contre Port-Royal. Les uns et les autres croyaient agir selon leurs devoirs. Il faut se mettre à ce point de vue, si l'on veut juger avec impartialité l'action du clergé en Acadie, surtout à partir de l'année 1744, qu'éclata la guerre de la succession d'Autriche dont le contre-coup se fit sentir jusqu'ici.

Bien que la France gardât toujours l'espoir de reconquérir la Nouvelle-Ecosse restée française par

sa population, elle se trouva en face d'ennemis trop puissants pour songer à faire une diversion en Amérique. Elle se contenta de prévenir d'avance le gouverneur du Cap-Breton et de lui annoncer le prochain envoi de deux vaisseaux, s'en remettant d'ailleurs à sa prudence sur l'opportunité d'engager les hostilités ou de rester sur la défensive ¹.

VI

M. Duquesnel qui avait succédé en 1741 à M. de Forant, était un homme plus ambitieux que clairvoyant. Il n'attendait qu'une occasion pour tenter un coup de main sur Port-Royal dont la chute entraînerait celle de la province. Il se faisait illusion sur les dispositions des Acadiens que ses agents lui représentaient comme prêts à secouer le joug des Anglais, et à se joindre au premier corps de troupes qui viendrait avec chance de succès leur prêter main forte.

J'ai raconté dans *Une seconde Acadie* les succès et les revers de l'expédition qu'il confia au capitaine

1 — “ On a été obligé de s'en rapporter à ce que M. Duquesnel, gouverneur de l'île Royale, jugerait pouvoir exécuter avec deux vaisseaux qu'on lui a annoncés, en lui donnant avis de la déclaration de guerre ”. — *Archives coloniales*, 1744.

Duvivier, la prise et la destruction du fort Canseau, l'infructueuse attaque contre Port-Royal qui ne servit qu'à compromettre les Acadiens, bien que la masse d'entre eux eût gardé la neutralité. La grande faute de cette expédition fut de n'avoir pas marché droit sur Port-Royal, dont les remparts tombaient en ruines. La petite garnison attaquée à l'improviste avant qu'elle eût eu le temps de réparer les brèches et de préparer une défense, se serait probablement rendue sans beaucoup de résistance. Cette supposition est d'autant plus plausible que malgré la lenteur et les fautes commises, la place était à la veille de capituler, que Mascarène était même entré pour cela en pourparlers avec Duvivier, quand ce commandant fut remplacé par un officier de la dernière incapacité, le chevalier de Gannes, capitaine d'infanterie de la garnison de Louisbourg. Duquesnel n'aurait pu ajouter une faute plus grave à toutes celles qu'il avait déjà commises. Il est vrai que Duvivier, dont la santé était gravement atteinte, avait demandé son rappel ; mais le gouverneur n'aurait-il pas dû lui laisser sa liberté d'action jusqu'à son départ, afin de ne pas entraver les opérations déjà commencées ?

A peine arrivé devant Port-Royal, de Gannes lui enleva le commandement et ordonna la levée du siège. On était au 2 octobre : « Duvivier, dit un Mémoire du temps, lui représenta qu'il ne devait

pas être question de se retirer, la prise du fort étant infaillible. Il lui expliqua ce qui s'était passé jusqu'alors, lui fit connaître la situation où se trouvait l'ennemi, sans vivres, dans l'impuissance de s'en procurer, et la garnison prête à se révolter ¹ ». De Gannes resta sourd à toutes ces raisons et insista sur une retraite immédiate. Duvivier le supplia d'attendre au moins le retour de l'un des courriers qu'il avait dépêché à Louisbourg avec les préliminaires de la capitulation. Il était sûr qu'après les avoir lus, Duquesnel avait dû faire partir sans retard les renforts qu'il lui demandait pour hâter la reddition de la place. Duvivier ne se trompait pas : une frégate de vingt-six canons avec deux autres bâtiments portant un nouveau détachement de troupes, des canons et des mortiers, avaient été expédiés, non pas par Duquesnel qui était mort dans l'intervalle, mais par le lieutenant du roi, Duchambon, qui lui avait succédé dans le commandement.

1 — *Mémoire anonyme* copié aux Archives coloniales, à Paris. Ce Mémoire qui n'a été cité, que je sache, par aucun historien, renferme un récit très circonstancié de la fin de cette malheureuse campagne. Il paraît avoir été écrit par un témoin oculaire, tant il est précis. Les faits y sont présentés sous un jour tout à fait nouveau. Le chevalier de Gannes y joue le plus triste rôle, et c'est sur lui, d'après le Mémoire, que retombe toute la responsabilité de l'insuccès de l'expédition.

De Gannes ne voulut rien entendre. Ce que voyant, Duvivier ne hasarda plus qu'une représentation : c'était qu'ayant fait faire toutes les échelles et tous les préparatifs nécessaires pour un assaut, l'honneur des armes françaises exigeait que cet assaut fût tenté avant de lever le siège. De Gannes lui dit pour toute réponse qu'il était le maître, et qu'il voulait partir sur-le-champ. Duvivier lui démontra l'impossibilité de se retirer si brusquement, à cause des arrangements qu'il était indispensable de prendre avant de se mettre en marche. De Gannes lui ordonna alors de tout préparer pour la retraite qu'il annonça pour le lendemain, " et alla se coucher dans une maison voisine du camp. Le 3 octobre, Duvivier renouvela ses représentations ; mais de Gannes persista dans sa résolution ". On s'aperçut en ce moment que les ennemis faisaient une sortie sur un parti de sauvages posté auprès du fort. Duvivier proposa de marcher à leur secours avec toutes les troupes ; mais de Gannes ne voulant pas quitter le camp, Duvivier ne put obtenir que la seconde division de l'armée, avec laquelle il repoussa les assiégés qui ne firent qu'une faible résistance.

Cet engagement fit ajourner le départ jusqu'au lendemain ; mais ce jour-là le commandant se retira avec tant de précipitation qu'il ne voulut pas, encore que ce fût un dimanche, donner au missionnaire qui

avait suivi l'armée, l'abbé Le Loutre, le temps de dire la messe.

Au lieu de s'arrêter au bassin des Mines pour y hiverner comme il en avait l'ordre, il continua sa route jusqu'à Beaubassin dans le dessein d'aller s'embarquer à la baie Verte. Le jour même de son arrivée à ce port, un des courriers de Duvivier lui apprit le départ des vaisseaux que ce dernier avait demandés ; le 26 octobre, ils étaient ancrés dans la rade de Port-Royal, où ils attendirent vainement des ordres que de Gannes ne prit pas même la peine de leur envoyer. Après quatre jours d'attente, ils durent remettre à la voile au grand mécontentement de tout ce qu'il y avait de troupes sur les vaisseaux.

L'indignation fut plus grande encore à Louisbourg. De Gannes ne sut que répondre aux accusations portées contre lui par Duvivier devant le corps des officiers. Appelé une seconde fois à se justifier, il prétextua une indisposition pour ne pas répondre aux ordres du commandant. Il faillit même être traduit devant un conseil de guerre. On ignore par quelles influences il y échappa.

Durant cette campagne qui aurait pu se terminer par la prise de Port-Royal, si Duvivier n'avait pas été relevé mal à propos de son commandement, les Acadiens inspirés par leurs curés avaient fait taire leurs sympathies et observer la neutralité qu'ils

avaient promise. Ce fut un grand désappointement pour les troupes de l'expédition auxquelles on avait persuadé que leur débarquement à la baie Verte serait bientôt suivi d'un soulèvement général. La route qu'il fallait suivre traversait toute l'Acadie française : l'occasion ne pouvait donc être plus belle pour constater le sentiment de la population. La petite armée s'était mise en marche accompagnée de plusieurs centaines de sauvages du Cap-Breton, de l'île Saint-Jean et de la Nouvelle-Ecosse conduits par leur missionnaire, l'abbé Le Loutre. Elle traversa toute la paroisse de Beaubassin, toute celle de Cobequid jusqu'au bassin des Mines, sans qu'il y eût d'autres manifestations parmi les habitants que des marques de déférence et d'amitié pour se faire pardonner l'abstention qu'ils étaient forcés d'observer. Il en fut de même pendant tout le trajet le long du bassin des Mines, à Piquit, à la Grand-Prée, à la Rivière-aux-Canards et sur toute la route qui conduisait à Port-Royal. A mesure qu'on s'approchait de ce fort, la réserve était plus grande, parce qu'étant plus rapprochés des Anglais, les habitants craignaient davantage leur ressentiment. Les curés, connaissant le projet d'invasion médité à Louisbourg, s'étaient concertés entre eux pour tenir la même ligne de conduite dans chacune des six paroisses

qu'ils dirigeaient, c'est-à-dire de prêcher la neutralité et d'en donner l'exemple.

Cette conduite fut absolument uniforme, et l'abbé de la Goudalie y contribua plus que tout autre. Ancien grand vicaire de l'Acadie, il s'y croyait obligé. L'absence prolongée qu'il avait été forcé de faire pour aller rétablir sa santé en France et la nomination d'un autre vicaire général que cette absence avait nécessité, ne lui avaient rien fait perdre de l'estime et de l'influence dont il jouissait dans le pays. On a vu quelle confiance Mascarène reposait en lui : il ne la démentit pas. A Cobequid, l'abbé Girard n'avait pas montré moins de circonspection : elle lui attira même plus tard des remarques assez défavorables de la part des commandants français ¹. Le curé de la Rivière-aux-Canards, l'abbé de Miniac, auquel sa position de vicaire général imposait une plus grande responsabilité, ne se laissa pas surpasser en réserve ni en prudence. Les lettres qu'il écrivit quelque temps après à Québec font voir quelles appréhensions lui inspirait l'intervention des Français en Acadie : il n'y voyait que des malheurs pour l'avenir ². En un mot, l'attitude des curés fut telle

1 — Voir *Une seconde Acadie*, p. 165.

2 — “ Je regarderais comme le dernier malheur... s'il venait encore un parti de Canada ”. *Le Canada-français*, année 1888, p. 121. *Lettre de M. de Miniac à M. Vallier*, 23 sept. 1745.

qu'elle leur attira l'approbation et même les éloges du cauteleux et fanatique Mascarène. Aucun missionnaire des six paroisses n'en fut excepté. Il faut dire que chacun d'eux avait eu la précaution de lui écrire pour lui faire connaître ses intentions et la règle de conduite qu'il voulait observer dans ces difficiles conjonctures. Mascarène écrivait en parlant d'eux au mois de décembre 1744, c'est-à-dire moins de deux mois après le départ de l'expédition : « Les missionnaires ont fait paraître en cette occasion que leur conduite avait été bien meilleure que ce qu'on pouvait attendre d'eux (*far better*) ». L'éloge ne pouvait être plus grand, surtout quand on considère l'homme et les circonstances.

Pour être juste, il faut reconnaître que Mascarène avait eu sa part dans les résultats dont il s'applaudissait. Il n'avait rien des emportements et des procédés arbitraires d'Armstrong. Au contraire, il avait des formes, était fin, rusé, même patelin quand les circonstances l'exigeaient. Habile politique autant que brave soldat, il avait prévu la guerre dont les rumeurs étaient parvenues jusqu'en Acadie en 1743, et il n'avait rien négligé dans cette vue pour s'attirer les bonnes grâces du peuple acadien et des prêtres dont il savait la souveraine influence. Il écrivait le 1^{er} décembre 1743 au duc de Newcastle, alors secrétaire d'Etat : « On ne peut compter sur

l'assistance de ces habitants (les Acadiens), dans le cas d'une rupture avec la France. Tout ce qu'on peut espérer de mieux, c'est que nous puissions les empêcher de se joindre aux ennemis, ou de se laisser entraîner par eux à la rébellion. Pour prévenir ce danger, j'ai employé les meilleurs moyens en mon pouvoir depuis que j'ai l'administration des affaires de cette province, particulièrement en leur faisant comprendre les avantages et le bien-être dont ils jouissaient sous le gouvernement britannique, afin de les détacher par là de leurs anciens maîtres".

Cette politique insinuante de Mascarène avait eu pour conséquence de faire redouter plutôt que désirer l'intervention des Français en Acadie. On a vu avec quelle réserve ils avaient été accueillis à leur arrivée. Après la levée du siège de Port-Royal, cette réserve avait tourné en mauvais vouloir, et presque en hostilité. L'expédition avait eu toute espèce de difficultés à se procurer les vivres nécessaires à la retraite. Les habitants refusaient de livrer leurs provisions et les cachaient même plutôt que de les vendre. C'est ce qu'atteste le rapport de l'officier chargé de l'approvisionnement des troupes.

“ Nous sommes partis de Port-Royal le 5 octobre, et pour subsister nous avons été obligés d'en voyer MM. de la Vallière et Dernon d'un côté de la rivière du dit Port-Royal, et de l'autre côté, un détachement

pour ordonner aux habitants de nous fournir du pain ; ce qu'ils ne purent faire que la quantité de trente pains. Et le lendemain matin, M. Dorfontaine avec quatre cavaliers, fut commandé d'aller chez un nommé Manuel pour prendre trois bœufs, sans quoi nous eussions eu de la peine à partir.

“ Lorsque nous fûmes arrivés aux Mines, la même difficulté se présenta, puisque M. Dupont fut commandé avec six fusiliers pour aller d'un côté de la paroisse et le sergent de l'autre, où ils furent obligés de prendre le pain que les habitants cachaient partout ; et si je n'avais pas eu deux quarts de farine à faire boulangier, nous eussions été fort embarrassés ¹”.

Les Acadiens du bassin des Mines avaient été épouvantés en apprenant que le détachement avait ordre d'hiverner dans leurs cantons, et ils avaient présenté deux requêtes aux commandants pour en être délivrés. Ils alléguaient l'impossibilité où ils seraient de fournir la quantité suffisante de vivres ; mais surtout la crainte d'être compromis par ce voisinage.

Ces requêtes qui sont tout à fait inédites méritent

1 — *Certificat signé par de la Vallière, Duchambon, fils, le ch. Duvivier, Dernon, Dorfontaine et du Caubet, à Beaubassin, le 2 novembre 1744.*

d'être citées, parce qu'elles font voir les précautions que prenaient les Acadiens pour définir clairement leur position et donner des preuves non équivoques de leur neutralité. La plus importante de ces requêtes adressée à M M. de Gannes et Duvivier par " les habitants des Mines, Rivière-aux-Canards, Piquit et rivières circonvoisines ", se terminait ainsi :

" Nous espérons, Messieurs, que vous ne voudrez pas nous plonger dans une misère et perte totale de nous et nos familles, et qu'en cette considération, vous ferez retirer les sauvages et troupes de nos cantons.

" Nous sommes sous un gouvernement doux et tranquille et duquel nous avons tout lieu d'être contents. Nous espérons que vous voudrez bien nous accorder la grâce de ne nous pas plonger dans la dernière misère ; c'est ce que nous espérons de vos bontés ¹ ".

Les gens du bassin des Mines respirèrent quand ils virent défiler les bataillons français avec leurs

1 — Cette requête porte la date du 13 octobre 1744, et est signée par Jacques Leblanc, Jacques Terriot, René Leblanc (ce René Leblanc est probablement le célèbre notaire immortalisé par Longfellow), Pierre Leblanc, Antoine Landry, François Leblanc, René Grangé *l'ancien*, Pierre Richard *l'ancien*, Claude Leblanc, Joseph Grangé, Bourg, notaire des Mines. Ce Bourg doit être le même qui a dressé et signé le certificat donné par MM. de la Goudalie et de Noinville.

bandes de sauvages et disparaître sur le chemin de Cobequid. Mascarène avait lieu de se féliciter de sa politique. Elle avait réussi au delà de ses espérances. Au ssi ne cacha-t-il point sa satisfaction aux Acadiens. A la fin de l'automne, il reçut des députations de chacune des paroisses qui vinrent lui réitérer l'assurance de leur fidélité : il les accueillit avec des égards, une politesse, des démonstrations d'amitié qui ne s'étaient jamais vus auparavant. Le gouverneur Beauharnois écrivait à ce sujet au ministre : " Ces députés ont rapporté qu'ils n'avaient jamais été aussi bien reçus des Anglais qu'à leur dernier voyage " .

Les députés de Beaubassin ayant demandé l'autorisation de faire venir un prêtre pour remplacer leur curé qui venait de repasser en France, Mascarène n'y fit aucune difficulté. Au contraire, il leur permit d'avoir le missionnaire qu'ils voudraient, pourvu qu'ils pussent en obtenir un.

VII

Le même Mascarène donnait en ce moment-là un témoignage de satisfaction bien plus éclatant : il faisait rebâtir l'église de Port-Royal qui avait été

incendiée pendant le siège par les sauvages partisans des Anglais.

“ Cette politique, ajoutait Beauharnois, nous paraît extraordinaire dans les conjonctures présentes. Nous n’en voyons pas les motifs, à moins que le sieur Mascarène ne compte que les voies de la douceur seront plus efficaces que tout autre pour détacher les Acadiens de l’affection qu’ils ont pour la France¹”.

Malheureusement, ces bonnes dispositions de Mascarène et de son entourage ne durèrent pas : l’année suivante, tout était changé ; la bienveillance, les bons rapports avaient fait place aux soupçons, à toutes les défiances, bien que les Acadiens eussent gardé la même neutralité. Les événements de la guerre avaient conspiré pour les compromettre. Au printemps de 1745, l’Acadie fut de nouveau envahie. Un détachement de six ou sept cents Canadiens et sauvages, aux ordres du capitaine Marin, vint mettre le siège devant Port-Royal. Obligé de se retirer précipitamment pour voler au secours de Louisbourg, attaqué par une armée anglo-américaine, il ne put arriver à temps pour sauver cette place.

Louisbourg pris, il ne resta plus à la France une seule de ses possessions maritimes dans cette région.

1 — *Beauharnois et Hocquart au ministre*, 12 sept. 1745.

De formidables armements se firent dans les colonies anglaises pour envahir le Canada dont la conquête paraissait assurée. Elles croyaient déjà voir la France bannie de l'Amérique du Nord. L'insolence des Anglo-Américains ne connut plus de bornes. Les gens de Boston venaient insulter les Acadiens jusque dans les paroisses reculées du bassin des Mines et les menacer d'une prochaine expulsion. L'abbé de la Goudalie et ses confrères ne furent pas exempts de ces insolences. Elles allèrent si loin que les autorités de la Nouvelle-Ecosse durent intervenir pour y mettre un terme ¹.

Les Anglo-Américains tremblèrent à leur tour quand ils apprirent qu'une immense flotte, sous le commandement du duc d'Anville, était partie de France pour reprendre Louisbourg, attaquer Boston et ravager les côtes de la Nouvelle-Angleterre. Cet armement amena une nouvelle invasion de la pénin-

1 — *Relation de ce qui s'est passé d'intéressant, etc., depuis le 1^{er} décembre 1745.*

Le grand vicaire de Miniac écrivait à M. Jacrau, supérieur du séminaire de Québec, le 8 novembre 1746 : " Les Anglais délivrés vont réunir leurs forces et comptent être les maîtres des mers. Ils (vont envahir), dit-on, le Canada et se proposent de faire une déportation de ces pauvres habitants d'ici ; ainsi, mon cher Monsieur, réunissons nos vœux. Le ciel (est) voilé tristement sur nos têtes. Mettons tout en œuvre pour l'apaiser dans la prière ; même union de nos bonnes œuvres et saints sacrifices ".

sule par un fort parti de Canadiens et de sauvages aux ordres de M. de Ramezay, envoyé de Québec à la rencontre de la flotte française pour combiner une attaque sur Port-Royal. On connaît l'issue funeste de cette campagne, le désastre de la flotte française qui força M. de Ramezay à retraiter jusqu'à Beau-bassin pour y prendre ses cantonnements d'hiver. Ceci nous amène à l'hiver de 1747 et au brillant fait d'armes du 11 février, resté célèbre sous le nom de combat des Mines. Au cours de l'automne précédent, le village de la Grand-Prée avait été envahi par une troupe de cinq cents Anglo-Américains placés en avant-garde pour observer le détachement de Ramezay. Ils étaient cantonnés dans une vingtaine de maisons échelonnées de chaque côté de l'église. Le presbytère de l'abbé de la Goudalie se trouvait ainsi enveloppé de soldats puritains qui, avec les noirs préjugés qu'ils avaient contre les prêtres catholiques, devaient lui faire un triste voisinage. On ne sait rien de leurs rapports avec la population, si ce n'est que plusieurs habitants de la Grand-Prée, interrogés par les officiers, leur avaient dit de se tenir soigneusement en garde contre les Canadiens qui pourraient bien venir les surprendre avant la fin de l'hiver. Le curé de la Goudalie questionné un des premiers, dut sans doute leur donner le même avertissement. Présomptueux comme ils l'étaient,

pleins de l'idée de leur supériorité, surtout à l'égard des Canadiens qu'ils regardaient comme des demi-sauvages, ils ne tinrent aucun compte de ces conseils et s'endormirent dans une stupide sécurité, n'ayant d'autre occupation que de tuer le temps dans les plaisirs de la table et du jeu.

Dans la nuit du 10 au 11 février, pendant que le village de la Grand-Prée était enseveli dans un profond sommeil, une vive fusillade accompagnée de clameurs, parmi lesquelles on distinguait le terrible cri de guerre des sauvages, éclata tout à coup sur divers points des deux côtés de l'église. Les habitants éveillés en sursaut se jetèrent hors de leurs lits et se précipitèrent aux portes. On ne pouvait qu'entendre sans rien voir, car l'obscurité de la nuit était épaissie par une neige abondante qu'une tempête de vent qui soufflait depuis plusieurs jours emportait en nuages de poudrierie. La nouvelle se répandit bientôt de voisin en voisin qu'un parti de Canadiens avait fait irruption dans le village et attaquait les maisons occupées par les Anglais. On ne peut guère se figurer les appréhensions des Acadiens à ce coup d'audace, tenté après les trois invasions successives des années précédentes, qui avaient exaspéré les Anglais. Quelle que pût être l'issue de cette dernière attaque, elle allait mettre le comble à leur fureur. Ils s'en prendraient à la

population qu'ils accuseraient de connivence avec leurs ennemis. On ne pouvait prévoir jusqu'où iraient leurs vengeances.

Au lever du jour, les Canadiens furent maîtres de presque toutes les maisons ; les autres résistèrent quelques heures, mais avant la nuit la victoire était complète. Trois cents Canadiens et sauvages avaient tué ou fait prisonniers plus de cinq cents Anglais abrités dans des maisons, dont la principale était en pierre et défendue par du canon ¹.

Parmi les officiers anglais qui, d'après les termes de la capitulation, devaient être retenus captifs, se trouvait le neveu d'un conseiller de Port-Royal, M. Newton, lequel avait montré comme le major Cosby de la bienveillance pour les missionnaires. L'abbé de la Goudalie saisit cette occasion pour lui donner une marque de reconnaissance. Il prit le jeune officier sous sa protection et lui témoigna beaucoup d'égards. Il se rendit ensuite au quartier général et obtint du commandant sa mise en liberté. Le grand vicaire de Miniac venu à la Grand-Prée sur ces entrefaites, s'était empressé de joindre ses instances à celles du curé.

L'occupation du bassin des Mines par les Cana-

1 — Pour les détails de cette expédition, voir *Une seconde Acadie*, p. 159 et suivantes.

diens rendit plus que jamais délicate la position des missionnaires. Français et entretenus par la France, ils ne pouvaient se déclarer hostiles à leurs compatriotes qui se battaient pour elle et qui couvraient de gloire son drapeau. D'autre part, ils ne pouvaient trahir leurs engagements envers les Anglais. Était-il possible d'agir sans déplaire aux uns et aux autres ? Un des actes compromettants auquel le curé des Mines eut à se soumettre fut de chanter, à la demande des Canadiens, un *Te Deum* en action de grâces de la victoire qu'ils venaient de remporter.

Le séjour du détachement au bassin des Mines ne fut que momentané ; car cette poignée d'hommes n'avaient été jetés en avant que pour déloger les Anglais de la Grand-Prée par un coup de main qui avait chance de succès. La troupe victorieuse dut reprendre la route de Beaubassin, avant que les dégels du mois de mars eussent rendu impraticable le passage des rivières.

La conduite réservée des curés de l'Acadie leur attira du désagrément d'où ils ne l'attendaient pas : ils furent accusés par les autorités de Québec de trahir la cause de la France, et le comte de Maurepas, ministre de la marine, menaça de les rappeler ou de supprimer leur traitement. Leur justification vint de la cour de Londres qui se montra plus équitable

que celle de Versailles. Tout fut arrangé à l'amiable à la conclusion de la paix qui fut signée à Aix-la-Chapelle, en octobre 1748. On sait que par ce traité la forteresse de Louisbourg avec l'île Royale et l'île Saint-Jean furent restituées à la France.

L'abbé de la Goudalie ne profita pas longtemps des avantages que cette paix semblait promettre à l'Acadie. Moins d'un an après, il avait fait ses adieux pour toujours à ses braves paroissiens de la Grand-Prée ; non pas que l'âge et les infirmités l'eussent rendu incapable de continuer son ministère, mais parce qu'il eut un devoir de charité à remplir à l'égard de son vénérable confrère, le grand vicaire de Miniac qui, menacé de cécité et de paralysie, sentait approcher sa fin et voulait aller mourir en Bretagne, son pays natal. Trop infirme pour entreprendre seul ce long voyage, il pria le curé des Mines de l'accompagner. Celui-ci du reste ne désespérait pas de revenir en Acadie, comme on va le voir.

Les deux vieillards s'embarquèrent à Louisbourg, au mois de septembre 1749. L'abbé de Miniac se retira à Nantes dans la communauté de Saint-Clément, dirigée par les Sulpiciens. Attaché aux prêtres de cette congrégation avant de venir au Canada, il y avait été amené par un sulpicien, M^{sr} Dosquet. Ses relations avec la compagnie ne

cessèrent point pendant ses vingt-sept années de mission, et c'est au milieu des prêtres de cette compagnie qu'il alla chercher le repos de ses dernières années. Il mourut complètement aveugle en 1752.

Le 18 mai de l'année précédente, l'infatigable abbé de la Goudalie, oubliant son grand âge, se préparait à revenir à Louisbourg, et le ministre écrivait à M. de Givry, l'un des officiers du ministère de la Marine : " Le sieur abbé de la Goudalie, missionnaire à l'île Royale lequel est actuellement en France, doit repasser dans la colonie ; vous aurez agréable d'avancer son passage sur un des navires frétés, à la table du capitaine ".

Ce titre de missionnaire de l'île Royale que donnait le ministre à M. de la Goudalie, fait supposer que ce missionnaire avait renoncé définitivement à la cure de la Grand-Prée dont la desserte surpassait ses forces, et qu'il allait prendre quelques missions moins pénibles à Louisbourg ou dans les environs. Arrivé à l'île Royale le 1^{er} octobre 1751, il n'y séjourna pas longtemps, car l'évêque de Québec, M^{sr} de Pontbriand, le trouvant trop âgé, aurait préféré qu'il restât en France. En outre, il sut mauvais gré, peut-être à tort, à l'abbé de la Goudalie de ce que l'ancien curé de Beaubassin, M. Laboret, avait pris passage sur le même vaisseau. C'était, comme on l'a vu, un prêtre d'un zèle indiscret que le prélat n'avait pas

voulu garder dans son diocèse, après les démêlés qu'il avait eus en divers postes, et en dernier lieu à Beaubassin.

L'abbé de la Goudalie était de retour en France en 1752. Il s'était retiré comme son ami, l'abbé de Miniac, qui peut-être vivait encore, à la communauté de Saint-Clément de Nantes. C'est là qu'il mourut la même année plein de grâce et de mérites, prêt à aller recevoir la récompense promise au bon et fidèle serviteur. L'abbé de la Goudalie avait travaillé plus de vingt ans en Acadie, et près d'un demi-siècle dans la Nouvelle-France. Austère, laborieux, d'un grand cœur, bien que d'un abord un peu rude, il sut combiner dans de justes mesures le zèle et la prudence, et par là se faire estimer et respecter de tous, même des ennemis de sa croyance. Il se fit écouter autant qu'aimer de ses ouailles qu'il instruisit à devenir des confesseurs de la foi. C'est assez dire que le nom de la Goudalie doit être inscrit au livre d'or des Acadiens.

CHAPITRE SEPTIÈME

L'abbé Claude-Jean-Baptiste Chauvreulx. — Départ d'Orléans. — A Saint-Sulpice de Paris. — Ordonné prêtre, il est envoyé en Acadie. — Curé de Pigiquit. — L'abbé de Saint-Poncy à Port-Royal. — Procédés tyranniques d'Armstrong à l'égard de MM. Chauvreulx et de Saint-Poncy. — Il les chasse de l'Acadie. — M. Chauvreulx au cap de Sable. — La mort d'Armstrong le rend à ses paroissiens de Pigiquit. — Il est accusé de félonie par l'intendant Hocquart, à cause de sa neutralité durant la guerre. — L'abbé Chauvreulx reste seul curé du bassin des Mines. — Fondation d'Halifax. — Le gouverneur Cornwallis et ses tyranniques exigences. — L'abbé Lemaire à la Rivière-aux-Canards. — L'abbé Daudin à Port-Royal. — Hopson succède à Cornwallis. — Tranquillité transitoire. — Le gouverneur Lawrence trame l'expulsion des Acadiens. — Enlèvement de MM. Chauvreulx, Lemaire et Daudin. — Leur arrivée en France. — Eloge de l'abbé Chauvreulx.

I

Un intérêt sympathique s'attache aux deux derniers missionnaires sulpiciens dont il nous reste à parler, MM. Chauvreulx et Desenclaves. Ils ont été les derniers consolateurs du peuple au moment

suprême ; ils lui sont restés fidèles jusqu'à la fin, et ils ont été enveloppés tous deux dans la tourmente qui l'a balayé du sol acadien.

Claude-Jean-Baptiste Chauvreulx, né à Orléans, entra, en 1722, en qualité de simple laïc à la communauté des Philosophes de Paris. Après six années passées dans l'étude des sciences ecclésiastiques et la pratique des plus humbles vertus, il prit la résolution de se dévouer au Canada. Il n'était que sous-diacre lorsqu'il y arriva en 1728. Elevé au diaconat l'année suivante, il fut ordonné prêtre en 1730. Deux années s'écoulèrent à Montréal dans les travaux du ministère paroissial, puis l'abbé Chauvreulx quitta Notre-Dame et alla passer quelque temps en France. C'est là que la Providence l'attendait pour imprimer une direction à sa vie.

Il était de ces bons ouvriers d'autant plus recherchés qu'ils se faisaient plus rares. On était en effet en plein dix-huitième siècle. La foi et les courages faiblissaient, et les grandes vocations du siècle précédent faisaient défaut aux missions. L'abbé de Montigny, du séminaire des Missions-Etrangères de Paris, en gémissait avec ses confrères de Québec. Le 2 mai 1726, il leur écrivait :

“ Nous avons été obligés de prier les Messieurs de Saint-Sulpice dans une conjoncture où nous manquions de sujets, de nous en procurer quelques-uns.

Ils ont fait charitablement tout ce que nous pouvions désirer : ils nous en ont cherché et trouvé ; de manière que cette union qui est entre nous et Saint-Sulpice nous procurera dans la suite de bons sujets ”.

C’était surtout pour les missions du golfe Saint-Laurent que les supérieurs des Missions-Etrangères avaient peine à trouver des prêtres.

A l’occasion d’une lettre du ministre Maurepas à l’intendant Hocquart, où ce ministre disait que “ M. Couturier, supérieur de Saint-Sulpice, s’était engagé à envoyer des sujets en Acadie ”, M. de Brisacier, supérieur des Missions-Etrangères, faisait cette réflexion dans une lettre aux Messieurs de Québec :

“ Il est triste pour nous, Messieurs, de voir que le ministre soit obligé de pourvoir à des missions dont nous sommes chargés ”.

M. Couturier n’éprouvait guère moins de difficultés que le supérieur des Missions-Etrangères à trouver des hommes intelligents, dévoués et prudents pour les missions de l’Acadie. Cependant le ministre insistait toujours. Au moment où MM. de Breslay et de Noinville venaient de quitter l’Acadie, le supérieur de Saint-Sulpice reçut la lettre suivante de M. de Maurepas (17 janvier 1732) :

“ Vous êtes informé, Monsieur, de l’état où se trouvent les missions de l’Acadie et de l’île Royale,

et vous m'avez fait espérer d'y pourvoir, en y envoyant cette année les missionnaires qui y sont nécessaires... Le roi en paie trois pour l'Acadie et deux pour les sauvages de l'île Royale et des environs. Il n'y en a que deux à l'Acadie; il n'y en a aucun à l'île Royale, en sorte qu'il en manque trois. Je compte que vous vous mettrez en état de les faire passer par le vaisseau du roi”.

En recevant cette lettre, le supérieur alla frapper à la cellule de l'abbé Chauvreulx qui, à cette démarche, reconnut l'appel d'en haut et se déclara prêt à partir. M. Couturier s'empessa d'en informer le ministre qui lui répondit :

“ Je vous prie de me marquer le nom de ce missionnaire, afin que je puisse le faire comprendre sur la liste des passagers du vaisseau du roi, qui partira de Rochefort pour l'île Royale dans le courant du mois prochain. . . Le missionnaire que vous destinez pour l'Acadie sera nommé à la table du capitaine. A son arrivée à Louisbourg, il faudra qu'il s'adresse à M. de Saint-Ovide et à M. Le Normant de Mézy, gouverneur et commissaire-ordonnateur de l'île Royale, qui lui faciliteront les moyens de passer en Acadie. . .

“ Je lui procurerai une gratification de trois cents livres pour faire son voyage de Paris à Rochefort et pour avoir ses petits besoins ; mais pour que je

puisse en faire ordonner le paiement, il est nécessaire que je sache son nom ”.

Dans une dernière lettre datée du 3 mai, le comte de Maurepas se montrait non moins obligeant :

“ J’ai reçu la lettre que vous m’avez écrite le 24 du mois dernier. J’ai compris dans la liste des passagers, à la table du capitaine sur le vaisseau du roi, *Le Rubis*, destiné pour l’île Royale, M. Chauvreulx, que vous destinez pour les missions de l’Acadie. Je lui ai fait expédier une ordonnance de trois cent trente livres pour la gratification que je lui ai accordée. Il faut qu’il arrive à Rochefort du 25 au 28, le vaisseau devant partir à la fin de ce mois ”.

Pendant que ces négociations avaient lieu à Paris, les Acadiens de Port-Royal et de Piquit, désespérés de se voir sans curés, assaillaient de leurs demandes réitérées le gouverneur Armstrong. Celui-ci ne pouvait s’y refuser sans violer les garanties de liberté religieuse accordées aux Acadiens. Il savait d’ailleurs que des démarches se faisaient alors à Québec et à Paris pour l’envoi de deux missionnaires qu’on sut bientôt être MM. Chauvreulx et de Saint-Poncy. Le capitaine, Nicolas Gauthier, riche armateur de Belair, près Port-Royal, en partance pour Louisbourg, fut chargé de les amener. Le gouverneur avait déjà prévenu M. de Saint-Ovide dans

une lettre datée du 15 juin 1732, dont il confia le duplicata au capitaine Gautier.

Les deux missionnaires mirent pied à terre à Port-Royal vers la fin de l'automne. Peu de jours après, l'abbé Chauvreulx partit pour aller prendre possession de la cure de Pigiquit. La joie qu'il eut d'embrasser, en passant à la Grand-Prée, son confrère sulpicien, l'abbé de la Goudalie, fut d'autant plus vive qu'il avait craint de ne l'y pas trouver. En effet, Armstrong avait écrit à Saint-Ovide qu'il l'expulsait de la province. Sa lettre ne contenait pas le moindre motif qui pût justifier une pareille mesure. C'était évidemment une querelle futile comme celle qu'il avait suscitée auparavant à l'abbé de Breslay, comme celle qu'il devait soulever plus tard contre MM. de Saint-Poncey et Chauvreulx. Il n'avait cependant pas osé cette fois exécuter ses menaces, dans la crainte sans doute de soulever contre lui toute la population du bassin des Mines, dont l'abbé de la Goudalie était en ce moment le seul missionnaire.

II

On ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse et d'amertume, quand on songe que de la belle et riche paroisse de Pigiquit qu'allait diriger l'abbé

Chauvreulx, il ne reste pas aujourd'hui le moindre vestige, qu'un jour est venu où toute cette population a été arrachée violemment de ses foyers et jetée sur la terre étrangère, que toutes les habitations ont été incendiées et rasées ; en un mot, que de cette florissante colonie, il ne reste plus que le souvenir. Le nom même de Pigiquit a disparu et a fait place à celui de Windsor que porte aujourd'hui la petite ville qui s'élève sur le site de l'ancien village acadien. Le nom de Windsor ne fait cependant pas naître une impression aussi pénible que celui des autres centres néo-écossais de même origine. Il s'y mêle un sentiment de sympathie sur lequel on aime à se reposer : Windsor est le lieu de naissance d'Haliburton, le seul des écrivains anglais qui ait rendu pleine justice aux Acadiens. Le spirituel auteur de *Sam Slick* était un esprit trop large pour ne pas se mettre au-dessus des préjugés de son entourage. Toujours ami des Acadiens, il s'était fait le défenseur de leurs droits avant que l'auteur d'*Évangéline* eût chanté leurs malheurs. Aussi Haliburton et Longfellow sont-ils inséparables dans la mémoire de ce peuple.

Les habitations de Pigiquit s'étendaient fort avant dans les terres de chaque côté de la rivière. Des trois paroisses du bassin des Mines, c'était la plus importante, celle qui promettait le plus pour l'avenir. Destinée à former deux paroisses distinctes, elle eut

bientôt deux églises, l'une dédiée à l'Assomption, sur la droite de la rivière, l'autre sous le vocable de la Sainte-Famille, sur la rive gauche.

Avant l'arrivée de l'abbé Chauvreulx, il n'y avait pas eu de prêtres résidants à Pigiquit, dont la mission dépendait de la cure des Mines, qui en était éloignée de cinq ou six lieues. L'abbé de la Goudalie, chargé également de la Rivière-aux-Canards située du côté opposé, pouvait rarement venir plus d'une fois par mois faire les offices du dimanche ou des fêtes. On comprend ce que devait être pour des familles chrétiennes cet éloignement des secours religieux : alors comme aujourd'hui, c'était la plus dure épreuve de la vie coloniale. Aussi les braves gens de Pigiquit n'avaient-ils épargné aucune démarche, ni auprès du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, ni auprès des autorités ecclésiastiques à Louisbourg, à Québec, en France même, pour obtenir un missionnaire. Il est facile de se figurer l'allégresse qui régna dans la paroisse de Pigiquit, à l'arrivée du missionnaire qu'elle avait sollicité avec tant d'instances. Toutes les figures étaient rayonnantes dans la petite église remplie de fidèles, le premier dimanche où l'abbé Chauvreulx parut à l'autel, quand il lut au prône la lettre de l'évêque de Québec, le nommant curé de la paroisse.

Désormais, ils auraient auprès d'eux un ministre du Seigneur pour les instruire, les diriger, les consoler, pour baptiser les enfants, unir les époux, bénir les tombes. Lorsque, à l'issue de la messe, le nouveau curé parut à la porte de l'église, toutes les mains se portèrent vers lui pour lui souhaiter la bienvenue.

Le défaut d'instruction ne pouvait manquer d'être grand parmi cette population où il n'y avait jamais eu de pasteurs stables, et où il existait à peine quelques écoles élémentaires. Le premier soin du curé fut d'y suppléer, dans la mesure de ses forces, par de solides instructions au peuple, et par l'enseignement régulier du catéchisme aux enfants. Trois années et plus s'écoulèrent au milieu de ces laborieuses mais consolantes occupations, et l'abbé Chauvreulx commençait à jouir du fruit de son zèle et de ses travaux, lorsqu'au printemps de 1736, il eut à subir de la part du gouverneur Armstrong un acte arbitraire, à peine concevable, et qui eut pour conséquence de l'éloigner de la paroisse jusqu'à la mort de ce gouverneur. Se trouvant à Port-Royal, le 18 mai de cette année, soit pour ses propres affaires, soit à la demande d'Armstrong, il fut appelé avec M. de Saint-Poncey devant le conseil présidé par le gouverneur lui-même. Il s'agissait, comme on va le voir, d'une affaire de pure police, absolument étrangère à leurs paroisses respectives et à leur ministère.

Un navire venant de Dublin, ayant fait naufrage au cap de Sable, avait été pillé par les Micmacs des environs. Les deux missionnaires informés du fait dans le conseil, reçurent ordre, séance tenante, de se rendre au cap de Sable et de faire restituer aux sauvages les objets volés.

M M. Chauvreulx et de Saint-Poncy furent justement offensés de cette injonction que le gouverneur ni son conseil n'avaient aucun droit de leur imposer ; ils refusèrent net d'obéir. Leur démarche eût été au reste à peu près inutile ; car les sauvages, avec leur incurie ordinaire, avaient dû disperser ou détruire la plupart des objets de leur pillage.

Armstrong, furieux, fit embarquer sur-le-champ les deux prêtres sur un navire qui devait les transporter à Louisbourg. En passant près du cap de Sable, l'abbé Chauvreulx y arrêta pour donner une mission aux sauvages du lieu ¹ et à la petite colonie de Pomcoup qui allaient être laissés longtemps sans secours religieux, par suite de l'absence de tout prêtre dans cette partie de la province. Il y fut reçu avec tant d'empressement et y vit tant de bien à faire qu'il prit la résolution d'y séjourner. Il y était en 1739, desservant toute la côte orientale de

1 — *Armstrong au duc de Newcastle, secrétaire d'Etat, 23 novembre 1736.*

la Nouvelle-Ecosse, Minissigouech, la Hève, Mirliguèche, Chézetcouk¹, quand il apprit la fin tragique d'Armstrong, trouvé mort sur son lit, la poitrine ouverte par cinq blessures qu'il s'était faites avec son épée. La nouvelle de cet événement s'était répandue comme une traînée de poudre dans la province. Les Acadiens ne purent s'empêcher d'y voir un de ces châtimens que Dieu inflige aux persécuteurs de l'Eglise. L'abbé Chauvreux put aller reprendre sans obstacle la direction de sa paroisse, où il fut accueilli comme un autre Jean-Baptiste échappé des mains d'Hérode.

M. de Saint-Poncy revint également à Port-Royal ; mais il trouva installé à sa place l'abbé Vauquelin, nommé à cette cure par M^{gr} Dosquet. Ce prélat avait agi avec autant de précipitation et commis la même erreur de jugement que dix ans auparavant, quand il avait remplacé M. de Breslay par l'abbé Brault. M. Vauquelin était pour le moins aussi incapable ou aussi mal équilibré que ce prêtre. Voici

1 — Il y avait en 1748, d'après le Mémoire de l'abbé Le Loutre, environ dix familles françaises à Minissigouech, quatre ou cinq à la Hève, douze ou quinze à Mirliguèche, sept ou huit à Chézetcouk. Trois ou quatre cents sauvages se réunissaient chaque année à Mirliguèche pour la fête de sainte Anne.

en quels termes l'abbé de Saint-Poncey en informait le supérieur du séminaire de Québec, de qui il relevait en qualité de prêtre des Missions-Etrangères. (Annapolis Royale, 22 avril 1740) :

“ Vous serez sans doute surpris d'apprendre par celle-ci que j'ai quitté mon poste et qu'avec l'aide de Dieu je passe en France cette année. Tout ce que je vous puis dire, c'est qu'il n'y a aucune faute de ma part dans ce changement : il doit être rapporté, quant à son principe, à M^{sr} Dosquet qui s'étant laissé surprendre aux belles paroles d'un coureur, etc., a envoyé un des prêtres qui pouvait le moins convenir à cette province. . .

“ M. Vauquelin qui tient ma place n'a reçu que trop de pouvoirs pour l'usage qu'il en fait. . .

“ J'ai eu le triste déplaisir de voir ruiner dans trois ou quatre mois une bonne partie de ce que j'avais essayé d'établir dans sept ans de travail, et cet hiver a vu plus de désordres que six années précédentes dans mon ancienne paroisse sans que j'y aie pu porter aucun remède. J'ai été obligé d'hiverner chez un habitant, mon successeur s'étant établi par les promesses accommodantes qu'il a faites. . .

“ Voilà où en sont les choses au grand regret de tout ce qu'il y a de braves gens dans cette paroisse. Pour ce qui est de MM. Chauvreulx et Desenclaves, ils font merveille dans leurs missions. Il serait à

souhaiter que Port-Royal et Beaubassin fussent si bien pourvus ¹”.

Comme l'avait prévu M. de Saint-Poncy, l'abbé Vauquelin se montra aussi impuissant que l'abbé Brault à gouverner la paroisse de Port-Royal. Il n'y put tenir longtemps, et s'en retourna comme lui en France qu'il aurait mieux fait de ne point quitter.

L'abbé de Saint - Poncy, qui trouvait que MM. Chauvreulx et Desenclaves “faisaient merveille” dans leurs paroisses respectives, renchérisait encore sur cet éloge dans un autre endroit de sa lettre. Parlant du prochain départ du grand vicaire de la Goudalie pour la France, il disait que MM. Chauvreulx et Desenclaves étaient les plus propres à le remplacer dans la charge de grand vicaire ; “à moins, ajoutait-il, qu'il vienne un autre prêtre bien connu”. Ni l'un ni l'autre des deux curés ne fut choisi pour vicaire général. Le chapitre de Québec fut cependant judicieux dans le choix qu'il fit de l'abbé de Miniac. Outre que cette nomination augmentait le nombre des prêtres bien trop rares en Acadie, elle mettait à leur tête un homme

1 — *Archives du séminaire de Québec.* — Ce passage fait voir qu'en ce moment l'abbé Desenclaves n'était pas à Beaubassin ; il devait se trouver dans quelque autre mission, probablement sur la côte orientale de la péninsule.

vraiment sage et remarquable. Le grand vicaire de Miniac, nous l'avons vu, en donna des preuves non équivoques, en particulier durant la guerre de 1744 à 1748. J'ai déjà dit la neutralité qu'il observa alors et fit observer autour de lui.

Cette conduite à laquelle il était tenu par sa position et celle du peuple confié à ses soins, n'avait pu manquer de déplaire aux représentants de la France. Aussi l'intendant Hocquart s'en plaignit-il amèrement à l'évêque de Québec. Il dénonçait en particulier MM. de Miniac, Desenclaves et Chauvreulx, les accusant de félonie, pendant qu'ils recevaient les gratifications royales. Il disait qu'agissant sous l'inspiration du grand vicaire, l'abbé Desenclaves informait le gouverneur de Port-Royal de tout ce qu'il pouvait apprendre des Français, et que l'abbé Chauvreulx prononçait des sentences d'excommunication contre ceux de ses paroissiens qui manquaient à la neutralité¹. Il est certain que si le curé de Piguquit a mérité quelque blâme, s'il a péché, c'est par excès de sévérité, par un attachement trop scrupuleux à son devoir. Il a ainsi, quoique bien à regret, favorisé

1 — Voir dans *Une seconde Acadie*, le texte de la lettre de l'intendant Hocquart, p. 70, note. Il paraît que les rapports faits sur MM. de la Goudalie et Laboret furent moins compromettant que pour leurs confrères, car l'intendant les exempta de tout blâme.

les autorités britanniques au dépens de ses compatriotes. On va voir comment le gouvernement de la Nouvelle - Ecosse récompensa MM. Chauvreulx et Desenclaves à l'heure du dénouement final dont ils furent les douloureux témoins.

III

En 1748, c'est-à-dire à la fin de la guerre de la succession d'Autriche, la position des curés de l'Acadie était devenue intolérable. Ils ne rencontraient autour d'eux que défiance et soupçon. Telles étaient les préventions qu'on entretenait sur leur compte à Port-Royal qu'on ne répondait pas même à leurs lettres¹ ; d'autre part celles qu'ils recevaient des autorités françaises, de Québec, de Louisbourg, de Versailles, étaient pleines de reproches et de menaces. De part et d'autre, ils étaient accusés de trahison. Ils s'en alarmaient pour eux-mêmes et encore plus pour leur peuple, dont ils semblent avoir prévu la destinée. Leur correspondance ne respire que tristesse et inquiétude. Rien de surprenant, si quelques-uns d'entre eux se sont découragés et ont pris le parti de retourner en France. On s'étonne

1 — *Lettre de l'abbé de Miniac à M. Vallier, supérieur du séminaire de Québec, 23 septembre 1745.*

même qu'il s'en soit trouvé d'assez constants et dévoués pour supporter une telle situation et rester jusqu'à la fin¹.

Des trois prêtres qui desservaient le bassin des Mines, il ne restait plus au mois d'août 1749 que l'abbé Chauvreux qui dut transporter peu de temps après sa résidence à la Grand-Prée, afin de se mettre au centre des trois paroisses dont il se trouvait seul à avoir le soin. Que pouvait cet unique missionnaire en présence d'une pareille tâche ? C'était l'abandon à peu près complet des deux autres paroisses. Les habitants du Bassin s'en étaient préoccupés du moment qu'ils avaient appris la résolution de MM. de Miniac et de la Goudalie de repasser en France. Ils avaient adressé une requête au nouveau gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, Edward Cornwallis, arrivé au mois de juin précédent avec la colonie amenée

1 — Le grand vicaire de Miniac écrivait à M. Jacrau, le 18 mai 1745 : "... De six prêtres que nous sommes ici pour les Français, il n'y a que le cher M. Girard qui ne parle quelquefois de son départ, et nous sommes par la disposition fâcheuse des temps comme des oiseaux sur la branche. Cependant, j'espère que mes confrères ne se déroberont pas dans le besoin aux temps fâcheux et que nous attendrons les dispositions de la Providence ; mais il nous faudrait du renfort ; les peuples se multiplient tous les jours et les nouveaux établissements se trouvent fort écartés... Il y a nombre d'âmes fidèles en ces contrées ; c'est ce qui nous y fait plus volontiers demeurer et qui soutient notre courage".

d'Angleterre, qui fut le premier noyau de la ville actuelle d'Halifax.

Il n'y avait pas trois mois que ce gouverneur avait mis le pied dans la province, lorsque cette requête lui fut remise ; et dans ce court espace de temps, toute une révolution politique s'y était opérée. Mascarene dépouillé de sa charge, était devenu l'humble subalterne d'autrefois. Le siège du gouvernement avait été transporté de Port-Royal à Halifax. Le nouveau gouverneur, appuyé d'un corps de troupes régulières qui se retranchait derrière le fort qu'il faisait construire, s'était cru assez puissant pour dédaigner toute espèce de ménagements. Il avait issu une proclamation donnant aux Acadiens trois mois, à partir du 14 juillet, pour prêter un serment complet d'allégeance à l'Angleterre sans aucune réserve quelconque. Les garanties de neutralité accordées par ses prédécesseurs étaient hautement déclarées nulles et reniées du même coup ¹. En homme présomptueux et inexpérimenté, Cornwallis

1 — Au moment de quitter Louisbourg pour la France, M. de Miniac écrivait à Québec : “ Nos affaires de l'Acadie vont fort mal et je quitte avec regret nos pauvres missionnaires dans l'embarras ; ils méritent que vous vous intéressiez pour eux. Je vous demande la même grâce dans vos prières et sacrifices ”. — *M. de Miniac à M. Jacrau, Louisbourg, 8 septembre 1749.*

avait compté sans les difficultés qu'il allait avoir à rencontrer ; d'une part l'obstination des Acadiens forts de leurs droits et habitués de longue main à la résistance ; de l'autre, les embarras que se préparaient à lui causer les Français établis à Beauséjour, sur l'isthme de la Nouvelle-Ecosse, d'où ils épiaient ses fautes pour en tirer parti et attirer à eux les Acadiens. Il ignorait surtout le terrible joueur qu'il allait rencontrer dans l'abbé Le Loutre, le plus clairvoyant des missionnaires de l'Acadie, qui avait prédit d'avance aux Acadiens la trahison dont ils allaient être victimes et qui criait bien haut que leur dernière chance de salut était de fuir et de se réfugier sous le drapeau français.

Cette voix puissante et quasi prophétique ne pouvait manquer d'être écoutée ; et Cornwallis fut bientôt effrayé du torrent d'émigration qui se dirigeait vers Beauséjour. Ce fut ce qui l'engagea à écouter la requête des habitants du bassin des Mines, et de leur accorder pour missionnaire l'abbé Girard, ancien curé de Cobequid. L'abbé Girard sortait de la prison d'Halifax où l'avait fait enfermer Cornwallis avec quatre de ses paroissiens, dont l'un y avait trouvé la mort. Bien que le curé de Cobequid se fût montré réservé jusqu'à la timidité durant la dernière guerre, il n'avait pu échapper à la persécution. Accusé d'avoir conseillé à ses paroissiens de ne pas prêter

de serment sans réserve, il avait été enlevé par un coup de main de son presbytère, traîné à Halifax et jeté dans un geôle. Il y serait resté plus longtemps sans la démarche des habitants du bassin des Mines. Cornwallis ne consentit cependant à le laisser partir qu'à la condition expresse qu'il ne s'éloignerait pas du bassin des Mines sans une autorisation écrite, et qu'il ne s'y occuperait que de son ministère, sans se permettre aucun conseil politique à ses ouailles.

MM. Chauvreulx et Desenclaves, mandés à Halifax, avaient été comparaître comme M. Girard devant le gouverneur Cornwallis pour subir un interrogatoire et recevoir de sa bouche les mêmes injonctions¹. Durant la captivité de l'abbé Girard, au cours de l'hiver de 1751, ces deux missionnaires avaient été seuls au service des Acadiens dans toute l'étendue de la péninsule. Voilà comment le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse entendait le

1 — *Nova Scotia Archives*, p. 170.

L'abbé de L'Isle-Dieu écrivait au ministre en 1751 : " MM. Chauvreulx et Desenclaves... sont deux bons et vertueux missionnaires qui ont de fort bonnes vues, mais pas assez éclairés ". Plus loin l'abbé de L'Isle-Dieu ajoute : " Ils attendront la décision des limites, après quoi ils se retireront d'eux-mêmes, étant fort âgés et fort infirmes ". L'abbé de L'Isle-Dieu écrit encore de Paris, le 5 juillet 1752 : " Les missionnaires de l'Acadie (anglaise) demandent instamment du secours ".

libre exercice de la religion catholique garanti par le traité d'Utrecht.

L'abbé Girard ne partagea pas longtemps les travaux de l'abbé Chauvreulx. Enlevé au mois d'août, sans qu'on en sache le motif, par un parti de Micmacs, il fut conduit jusqu'à la baie de Tagamigouche, d'où il réussit à s'échapper et à passer dans l'île Saint-Jean.

L'abbé Chauvreulx resta de nouveau seul pour les trois paroisses des Mines qu'il était moins en état que jamais de desservir. L'année précédente, l'abbé de L'Isle-Dieu, vicaire général de l'évêque de Québec à Paris, écrivait en parlant de lui et de M. Desenclaves qu'ils étaient tous deux "fort âgés et fort infirmes"¹. Ces deux missionnaires n'avaient cessé depuis le départ de M. de Miniac de demander l'assistance de quelques prêtres; mais il devenait de plus en plus difficile d'en obtenir, à cause de l'esclavage et de l'espèce d'emprisonnement où tout missionnaire se trouvait réduit en mettant le pied dans la Nouvelle-Ecosse.

Quelques mois après l'enlèvement de l'abbé Girard, arriva à la Grand - Prée un jeune ecclésiastique envoyé par le grand vicaire de L'Isle-Dieu, l'abbé

1 — *L'abbé de L'Isle-Dieu au ministre de la Marine, M. de Rouillé, 1751.*

Lemaire, à qui fut confiée la cure de Piquit. En le voyant, l'abbé Chauvreulx avait jugé qu'il ne lui serait pas d'une grande utilité : c'était en effet un homme d'une santé délicate et d'un caractère facile à énerver. L'espionnage dont il fut l'objet de la part des officiers anglais du fort Edouard, bâti depuis peu dans la paroisse de Piquit, joint aux fatigues du ministère pastoral le jetèrent dans un état d'énervement et d'exaltation mentale qui affectèrent sa raison. Le curé de la Grand-Prée fut obligé de le recueillir chez lui et de lui procurer des soins et des distractions qui calmèrent peu à peu les agitations de son esprit. Il fut remplacé à Piquit par un prêtre d'une tout autre trempe, d'une intelligence fort distinguée et d'un courage à toute épreuve, l'abbé Daudin, envoyé également par le grand vicaire de L'Isle-Dieu.

Voici en quels termes le nouveau curé de Piquit annonçait au commissaire-ordonnateur de Louisbourg, M. Prévost, le triste état où se trouvait M. Lemaire (23 octobre 1753) : " M. Lemaire nous a causé beaucoup de chagrin et à M. Chauvreulx. Le pauvre garçon a eu le malheur de perdre son bon sens, et il a causé des scandales que je crains de décrire. Il méconnaît les ordres qu'on lui a envoyés de passer à l'île Saint-Jean. M. l'évêque (de Québec) a envoyé des ordres à M. Chauvreulx pour le con-

duire ; il dit que ce sont des lettres faites à plaisir pour le duper ; il se dit conduit en tout par Jésus-Christ immédiatement et que, par conséquent, il n'a besoin ni de pape ni d'évêque et mille autres extravagances. Il est chez M. Chauvroux qu'il embarrasse fort. Si vous pouviez lui faire passer un ordre pour le lui mettre en mains, afin de le déterminer à repasser, ce serait une voie plus douce que celle de MM. les Anglais qui le connaissent pour ce qu'il est, ce dont nous sommes bien mortifiés ”.

Après une année de repos, l'abbé Lemaire rede vint assez bien pour rendre quelques services dans la paroisse de la Rivière-aux-Canards.

Au mois de juin 1754, l'abbé Daudin avait quitté Pigiquit et était devenu curé de la paroisse de Port-Royal, rendue vacante par la retraite de l'abbé Desenclaves ¹. Ce vénérable missionnaire épuisé par l'âge et encore plus par une maladie de poitrine dont il souffrait depuis longtemps, serait repassé en France, s'il ne s'était laissé toucher par les supplications des habitants du cap de Sable qui assuraient sa subsistance, pourvu qu'il leur rendît les petits services dont il était encore capable. Logé d'abord chez les d'Entremont à Pomcoup, puis dans une

1 — Le premier acte de l'abbé Daudin dans les registres de Port-Royal est du 14 juin 1754.

maison voisine bâtie pour l'usage du missionnaire, il desservit la chapelle du lieu jusqu'aux événements de 1756 que nous raconterons plus tard.

Cornwallis qui l'avait pris de si haut avec les Acadiens, avait été obligé de se déclarer vaincu moins d'une année après son arrivée. Les rôles furent complètement changés : il avait voulu mettre les Acadiens à ses pieds, et c'était lui qui était maintenant courbé devant eux, les conjurant avec des paroles mielleuses et de belles promesses de ne point quitter la province pour passer aux Français. Un trop grand nombre d'entre eux se laissèrent persuader — et ce fut leur malheur — ce qui leur fit perdre la dernière chance de salut. Son successeur, Peregrine Hopson, instruit par cet exemple et porté d'ailleurs par caractère à la douceur et à la conciliation, les raffermis encore dans cette funeste sécurité.

L'abbé Daudin a raconté avec la véracité d'un témoin oculaire, le brusque changement qui s'opéra à l'automne de 1754, après que le pouvoir fut tombé aux mains de l'aventurier, Charles Lawrence. Hopson sembla avoir emporté avec lui tout ce qu'il y avait de sentiments de justice et d'humanité dans un cœur anglais. C'était un militaire au cœur noble et généreux ; l'autre n'était qu'un vil et cupide marchand, avec des instincts de scélérat.

On cessa d'administrer la justice ; on ne répondit plus aux lettres ni aux requêtes. Pour le moindre prétexte, sur un simple soupçon, on jetait un citoyen dans les fers. Les prisons furent bientôt remplies. " On ne parlait aux habitants que pour leur annoncer leur désastre futur et prochain ; on leur disait qu'on les ferait esclaves, qu'on les disperserait comme les Irlandais ; on ne parlait que de brûler les maisons et de ravager les campagnes ; bref, tout leur annonçait la destruction de leur nation ”.

Lawrence passa l'hiver à se concerter, dans le plus grand secret, avec ses affidés d'Halifax et de Boston pour cerner la péninsule et rendre impossible l'évasion des Acadiens. Au printemps de 1755, une armée anglo-américaine parut devant Beauséjour et s'en empara. Toute la population qui aurait pu se défendre avec les fusils gardés en grand nombre dans les familles, fut désarmée, la plus grande partie par une lâche perfidie qui n'a été dévoilée que de nos jours, le reste par la force ouverte. Toutes les embarcations qui auraient pu servir aux fugitifs furent saisies et brûlées. Il ne restait plus qu'à prendre les dernières mesures pour consommer le crime. Une des plus importantes était de s'emparer des prêtres, les protecteurs nés des Acadiens, dont les conseils étaient toujours redoutés.

Le 1^{er} d'août, des mandats d'arrêt furent émis

à Halifax contre M. M. Daudin, Chauvreulx et Lemaire. On ne songea pas à inquiéter pour le moment l'abbé Desenclaves, relégué à une des extrémités de la Nouvelle-Ecosse avec la petite colonie de Pomcoup. Trois piquets de soldats de cinquante hommes chacun furent mis en mouvement. L'un d'eux arrêta sans difficulté l'abbé Chauvreulx à la Grand-Prée, le 4 d'août. M. Lemaire, prévenu par quelques Acadiens, eut le temps de s'échapper du presbytère de la Rivière-aux-Canards. Il se cacha quelques jours pour aller consommer les saintes hosties dans les églises, et se rendit lui-même au fort de Piquit, le 10, pendant que le détachement envoyé à sa poursuite le cherchait encore.

L'abbé Daudin célébrait la sainte messe à Port-Royal le matin du 6 d'août, quand il s'aperçut que l'église était cernée, en entendant le bruit des crosses de fusil tombant sur le sol. Il se hâta de terminer le saint sacrifice et de vider le saint ciboire. Le commandant de la troupe l'attendait dans la sacristie, et lui signifia de la part du roi de le suivre. Ou fouilla la sacristie et le presbytère, d'où on enleva tous les papiers, registres, lettres, mémoires, etc. L'abbé Daudin fut conduit dans une habitation à un quart de lieue de l'église, où il fut consigné jusqu'au lendemain matin que devait venir un autre détachement pour l'escorter. Il ne lui fut permis

que de prendre des chemises, mouchoirs, serviettes et vêtements absolument nécessaires que des habitants allèrent chercher, parce que le presbytère fut interdit sur-le-champ au curé.

L'abbé Chauvreulx n'a pas laissé le récit de son arrestation ; mais l'abbé Daudin affirme que l'une et l'autre furent accompagnées des mêmes circonstances. Amené le premier au fort Edouard, l'abbé Chauvreulx y fut enfermé dans la prison. M. Daudin l'y rejoignit le 7 ou le 8, et M. Lemaire le 10. Sur toute la route qu'ils avaient parcourue, ils avaient reçu les témoignages les plus touchants de sympathie et d'affection de la part des habitants. Les familles en pleurs sortaient des maisons pour leur adresser des adieux et se recommander à leurs prières.

“ On ne peut exprimer, raconte l'abbé Daudin, quelle fut la consternation du peuple lorsqu'il se vit sans prêtres et sans services religieux. Les missionnaires donnèrent ordre de dépouiller les autels, de tendre le drap mortuaire sur la chaire et de mettre dessus le crucifix, voulant par là faire entendre à leur peuple qu'il n'avait plus que Jésus-Christ pour missionnaire. Tous fondaient en larmes et réclamaient la protection du curé d'Annapolis, en le suppliant de les mettre sous la protection de leur bon roi, le roi de France, protestant que Sa Majesté très chrétienne n'avait pas dans son royaume des

œurs plus sincères que les leurs, ce que le missionnaire leur promit autant qu'il serait en son pouvoir, ignorant lui-même sa destinée ”.

Aussitôt après l'enlèvement des prêtres, les commandants anglais firent arborer le drapeau britannique sur les églises, les dépouillèrent de leurs autels, tableaux, etc., et en firent des casernes pour leurs troupes.

A peine les trois missionnaires eurent-ils été rassemblés dans la prison de Piquit qu'ils en furent tirés, placés au centre d'une troupe de cent cinquante hommes, et dirigés sur Halifax. Le détachement y entra tambour battant comme s'il revenait d'un glorieux exploit, et s'arrêta sur la place d'armes où les trois prêtres restèrent exposés pendant trois quarts d'heure aux moqueries et aux insultes de la populace.

Ces violences et ces indignités semblent invraisemblables, quand on les compare avec la manière équitable dont les missionnaires étaient traités moins de deux ans auparavant sous l'administration de Hopson. Voici en effet ce qu'écrivait l'abbé Daudin au commissaire-ordonnateur de Louisbourg, le 23 octobre 1753 : “ Je vis au mieux avec ces Messieurs (les officiers anglais). Cela paraît par la liberté que j'ai obtenue ; vous en avez sans doute été surpris et j'avais raison de vous dire en partant que tout irait bien ”.

La conduite des missionnaires n'avait pas varié depuis le temps de Hopson. Ils avaient toujours agi avec la même réserve, la même prudence. La différence de traitement fait voir le changement radical qui s'était opéré sous l'administration de Lawrence. Les actes de brutalité que nous venons de rapporter ne furent cependant que le prélude des horreurs qui ont rendu inoubliable pour les Acadiens cette année 1755. Les trois prisonniers furent détenus séparément durant deux mois environ sur la flotte anglaise, ancrée dans la rade d'Halifax. Expédiés ensuite en Angleterre, ils arrivèrent à Portsmouth dans les premiers jours de décembre. Mis alors en liberté, ils nolisèrent à leurs frais un petit vaisseau qui les transporta à Saint-Malo, où ils débarquèrent le 8 du même mois. L'abbé Chauvreulx usé par l'âge, les infirmités, le chagrin et les fatigues du voyage, n'étant plus en état de continuer sa route seul, l'abbé Daudin eut la charité de l'accompagner jusqu'à Nantes, et de là par la Loire jusqu'à Orléans, d'où le vieux missionnaire était originaire. Il y avait des parents et des amis qui prirent soin de ses derniers jours.

L'abbé Daudin se rendit ensuite à Paris, pour rendre compte au vicaire général de Québec des événements qui l'avaient ramené en France. Dans la lettre où l'abbé de L'Isle-Dieu en informait le

ministre de la marine, M. de Machault, il lui recommandait particulièrement l'abbé Chauvreulx et le pria de lui accorder une pension : " Il est usé d'années, de travail et d'infirmités, lui disait-il, et je le crois digne de quelques petits secours".

On ignore la date de la mort de l'abbé Chauvreulx. C'était un homme de médiocre capacité, mais d'un jugement sûr, d'une vertu éprouvée et d'un zèle infatigable. Toute sa vie consacrée aux missions, la plus grande partie dans celles de l'Acadie, où il réussit à se maintenir pendant près d'un quart de siècle, sous le gouvernement le plus ombrageux qu'il y eût alors en Amérique, est un témoignage irrécusable de ses hautes qualités sacerdotales. On juge de l'arbre à ses fruits : ce sont ses paroissiens de la Grand-Prée qui, formés par ses enseignements, adressèrent au colonel Winslow qui les retenait prisonniers dans leur église, cette sublime requête où ils déclaraient qu'ils étaient heureux de sacrifier leurs biens et de souffrir l'exil par attachement pour leur religion. Les disciples étaient dignes de leur maître, lequel n'a pas besoin d'épithète sur sa tombe.

CHAPITRE HUITIÈME

L'abbé Jean-Baptiste Gay Desenclaves. — Sa naissance et son éducation à Limoges. — Il entre à Saint-Sulpice de Paris pour se préparer à la vie de mission. — Ministère à Montréal et dans ses environs. — L'évêque de Québec le nomme curé de Beaubassin. — Tracasseries du gouverneur Mascaréne. — L'abbé Desenclaves à Port-Royal. — Comment il s'y maintient. — Sa retraite à Pomcoup. — Il en est enlevé avec ses paroissiens. — Prisonnier à Boston. — Retour à Limoges. — Conclusion.

I

Voici le dernier demeurant de la petite phalange sulpicienne qui s'est dévouée à l'évangélisation de l'Acadie. Aucun de ses prédécesseurs ne paraît s'être absorbé davantage dans le ministère pastoral. Se consumer pour le prochain sous le regard de Dieu fut l'unique pensée de ce saint prêtre. Ce n'est pas dans de telles vies qu'il faut chercher le moindre rayon de gloire humaine. Elle s'y dérobe comme leurs mérites qui dépassent l'estime des hommes.

On a souvent confondu l'abbé Jean-Baptiste Desenclaves avec l'abbé Jacques de Lesclaches, et l'on a fait de ces deux hommes un seul personnage. Il ne peut cependant y avoir de doute à cet égard ; car on voit par des pièces officielles que l'abbé de Lesclaches était missionnaire à Beaubassin avant que l'abbé Desenclaves y fût jamais venu ¹.

Jean-Baptiste Gay Desenclaves naquit à Limoges, le 20 juin 1702, ou, ce qui est plus probable, le 29 janvier de la même année. C'est cette dernière date que portent les registres du séminaire de Montréal. Il existe en certaines provinces de France des endroits qui portent le nom d'Enclave ; dans le Poitou en particulier, il y a un canton appelé l'Enclave. C'est là probablement l'origine du nom de famille Desenclaves.

Jean-Baptiste entra au grand séminaire de Limoges le 9 octobre 1724 ; le 15 juin 1726, il était promu à la prêtrise, et le 13 septembre de la même année, le supérieur de Saint-Sulpice de Paris annonça en assemblée générale qu'un jeune prêtre, fils de M. Desenclaves, gentilhomme de la paroisse de

1 — Dans une lettre de M. Forest, supérieur du séminaire de Limoges, écrite le 12 mars 1747 à M. Vallier, supérieur du séminaire de Québec, il est dit que " M. Jacques Lesclaches, missionnaire dans le Canada, (était) mort depuis peu de temps ".

Saint-Léonard-de-Limoges, demandait à entrer dans la congrégation, afin de se disposer à aller travailler au Canada. Il fournirait aux frais de son voyage et pourvoirait à son entretien.

C'était dans de semblables conditions que s'offraient à Saint-Sulpice les prêtres qui depuis 1647 se destinaient aux missions de la Nouvelle-France. Du reste, dès cette époque le séminaire, grâce à la libéralité de certains confrères, avait triomphé de la gêne des premiers temps de sa fondation ; et dès lors il s'engageait à payer la pension des sujets qu'il acceptait. Il fournissait à chacun tout ce dont il avait raisonnablement besoin, et le traitait comme un fils de famille.

Reçu sans opposition dans la compagnie, l'abbé Desenclaves passa deux années au séminaire de Paris à l'étude de sa vocation, en même temps que des sciences ecclésiastiques. En 1728, il résolut définitivement de passer au Canada, et il arriva à Montréal le 1^{er} septembre de cette même année. Employé d'abord au ministère paroissial de Notre-Dame, il passa l'année suivante à la mission de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île, où il resta jusqu'en 1731. De là, il alla desservir Repentigny ; puis, en 1734, la Longue-Pointe jusqu'en 1736. Le 20 janvier de cette année, on le trouve au Sault-au-Récollet.

Ce genre de ministère, au milieu de paroisses.

anciennes et bien établies, n e répondait pas tout à fait à son idéal de mission naire. Il aspirait à de plus âpres travaux, dans les lieux éloignés, où les peuples avaient un plus grand besoin d'assistance spirituelle. La lointaine Acadie où plusieurs de ses confrères avaient travaillé et travaillaient encore au salut des âmes, était l'objet de ses vœux. Il y passa en 1737, au retour d'un voyage qu'il avait été obligé de faire en France. Le premier poste que l'évêque de Québec lui assigna fut la paroisse de Beaubassin. Elle s'étendait autour de la baie de Chignectou, sur un espace de douze à quinze lieues, depuis Chipoudy à l'ouest, jusqu'au bras de mer de Beaubassin à l'est. Il y a plus de deux siècles que cette campagne arrosée par huit rivières différentes qui se jettent dans la baie de Chignectou, a été remarquée pour sa beauté et sa fertilité. En comparant le passé avec le présent, on n'est pas attristé ici comme au bassin des Mines et à Port-Royal, où il ne reste plus aucun vestige des paroisses françaises. Autour de la baie de Chignectou, c'est encore le pays acadien, avec ses mœurs, sa religion, sa langue, ses traditions. Ce pays est même devenu le cœur de l'Acadie, son principal centre de population et de vie intellectuelle.

II

En 1748, la paroisse de Beaubassin comptait, au rapport de l'abbé Le Loutre, plus de 2,500 communions, c'est-à-dire au delà de 3,000 âmes, " desservie, ajoutait-il, par des prêtres qui y sont missionnaires ". Au temps de l'abbé Desenclaves, c'est-à-dire dix ans auparavant, la population de Chignectou s'élevait à plus de 2,000 âmes groupées principalement à Beaubassin, à Memramcouk, à Peticoudiac et à Chipoudy.

L'éloignement de Port-Royal, qui rendait rares et difficiles les relations avec cette capitale, épargna au curé de Beaubassin les tracasseries qu'auraient pu lui causer les officiers du gouvernement. Aucun obstacle, en effet, ne paraît l'avoir entravé dans l'exercice du ministère pastoral tant qu'il resta dans cette mission. Ce ne fut qu'en 1741, après qu'il l'eut quittée pour un autre poste, soit du bassin des Mines, soit de la côte orientale de la péninsule, qu'il eut à échanger une correspondance assez vive avec Mascarène. Ce gouverneur voulut s'ériger en théologien et dicter au curé son devoir dans l'administration des sacrements. Il prétendait que dans aucun cas le pasteur ne pouvait toucher une question où le temporel pouvait être intéressé. Dans un cas de restitution par exemple, le confesseur n'aurait

pas eu le droit d'exiger de son pénitent l'accomplissement d'un devoir de justice pour se rendre digne de l'admission aux sacrements. On voit d'ici que le beau rôle ne fut pas du côté de Mascarène¹. L'affaire n'eut pas de suite et il accueillit de bonne grâce, l'année suivante, la nomination de M. Desenclaves à la cure de Port-Royal que venait de quitter M. Vauquelin.

Aucun missionnaire de l'Acadie ne se trouva dans une position aussi délicate que le curé Desenclaves, durant les quatre années de guerre de la succession d'Autriche. Il se vit obligé de vivre au centre même de la population anglaise, de coudoyer les soldats et les officiers de la garnison, d'avoir des rapports nécessaires avec les commandants ; et cependant il sut se maintenir sans se compromettre. Le désir de continuer ses services religieux à la population catholique, lui fit accepter toutes les humiliations inhérentes à sa position. Plus que jamais, il fit de son existence un exercice de retraite et de silence, partagé entre son presbytère et l'église, ou le local qui en tint lieu après que celle-ci eut été incendiée par les sauvages partisans des Anglais. Dans la crainte d'exciter les soupçons si faciles à éveiller durant la guerre, il ne sortait de chez lui

1 — *Nova Scotia Archives*, p. 111 et suivantes.

que pour les stricts besoins du saint ministère. Ce que son cœur de prêtre et de français dut souffrir durant ces cruelles années, peut se deviner mais non s'exprimer.

Souffrant depuis longtemps d'une maladie de poitrine, il ne fit plus que languir et aurait abandonné sa charge au retour de la paix, s'il n'avait eu à cœur de terminer la nouvelle église de Port-Royal, dont la construction avait été commencée peu de temps après l'incendie et se poursuivait lentement. L'arrivée de M. Daudin à l'Acadie, en 1753, lui permit en fin de réaliser son désir, et au mois de juin de l'année suivante, après l'avoir installé dans sa paroisse, il alla se retirer dans la petite Thébaïde de Pomcoup, la plus lointaine des missions de Port-Royal. Il s'y trouvait alors vingt ou vingt-cinq familles françaises, formant au delà de cent individus, presque tous pêcheurs ¹. Quelques-uns étaient

1 — En 1748, la petite colonie française de Pomcoup se composait de quinze familles, au rapport de l'abbé Le Loutre. Son accroissement, durant les huit années qui suivirent, n'avait pas dû porter ce chiffre à plus de vingt-cinq familles ; cependant, malgré les déprédations dont elle avait eu à souffrir en 1756, il s'y trouvait encore " environ quarante familles, formant à peu près cent cinquante âmes " en 1758. (*Requête des Acadiens du cap de Sable à M. Pownall, gouverneur du Massachusetts*). Cette augmentation ne peut s'expliquer que par l'affluence des proscrits qui espéraient trouver un refuge assuré dans cette lointaine solitude.

des armateurs fort à l'aise, disposant de plusieurs navires, avec lesquels ils faisaient un commerce actif, principalement aux Antilles. La rade de Pomcoup, où l'on voyait continuellement entrer et sortir des voiliers de toute grandeur et une foule de légères embarcations de pêche offrait un aspect guère moins animé qu'aujourd'hui. Cette rade, dont on connaît la pittoresque beauté, avait été de tout temps le rendez-vous des corsaires et écumeurs de mer de différentes nations, français, anglais, espagnols, qui y avaient entretenu l'aisance et souvent la richesse.

Il existe un dessin avec une description de l'ancien manoir des seigneurs de Pomcoup qui fut détruit par les Anglais en 1756. C'était un vaste corps de logis, flanqué de deux pavillons, d'une architecture très simple, mais d'une solidité à toute épreuve. L'entrée principale portait les armes des d'Entremont qui ont été conservées, et dont j'ai sous les yeux un croquis colorié qui m'a été envoyé de Cherbourg par la famille. Ces armes sont d'argent à une fleur de lis placée à droite de l'écu, et à gauche une tourelle de sable. Autour de l'écu sont enlacées deux branches de laurier.

Auprès du manoir d'Entremont s'élevait la chapelle de la mission, où se réunissaient habituellement la population française et, à certaines époques de

l'année, particulièrement en été à la fête de saint Louis, deux ou trois cents sauvages appartenant aux tribus micmacques du voisinage. Plus d'une fois, l'abbé Desenclaves renouvela les touchantes solennités auxquelles avait donné lieu le séjour de l'abbé de Breslay, un quart de siècle auparavant.

III

Les mesures tyranniques du gouverneur Lawrence qui commencèrent surtout à partir du mois d'octobre 1754, n'atteignirent pas tout d'abord l'intéressante colonie de Pomcoup qui dut sa sécurité à son isolement et à la difficulté des communications, d'un côté avec Halifax, de l'autre avec Port - Royal. L'écho en parvenait cependant de fois à autres et remplissait les familles de tristesse et d'appréhensions. Elles étaient loin toutefois de prévoir toute l'étendue des malheurs qui les menaçaient. Ce ne fut qu'à la fin de l'automne de 1755, quand elles virent arriver des groupes de fugitifs échappés de Port-Royal et des Mines, qu'elles comprirent le sort qui leur était réservé.

Les seules particularités que l'on connaisse sur les dévastations commises à Pomcoup nous ont été

transmises par l'abbé Desenclaves, qui a été son dernier historien en même temps que son dernier missionnaire. Les hordes de soldats anglo-américains que le gouverneur Lawrence avait lancées contre les établissements acadiens, avaient été forcées de rentrer dans leurs quartiers d'hiver. Que se passa-t-il depuis lors jusqu'au printemps de 1756 ? On ne peut que le conjecturer ; car il n'en reste aucun récit. Le seul parti à prendre était de s'assurer quelque abri dans les bois pour s'y réfugier à l'approche d'une invasion. Il n'était pas probable que les envahisseurs eussent l'idée de s'établir dans l'endroit, et chacun espérait pouvoir revenir sur son bien après leur départ.

Pendant ce temps-là, le féroce Lawrence marquait sur la carte de la Nouvelle-Ecosse les endroits où se trouvaient encore quelques débris du peuple acadien, afin d'en achever l'extermination. Le 9 avril 1756, il donnait au major Prebble, commandant d'un bataillon de milices anglo-américaines, l'ordre suivant : « Il vous est ordonné par les présentes de jeter l'ancre au cap de Sable, d'y débarquer avec vos troupes, et d'y saisir tout ce que vous pourrez d'habitants et de les emmener avec vous à Boston. En tout cas, vous devez détruire et brûler les maisons des dits habitants, et emporter leurs meubles et leurs troupeaux de toute espèce ; vous en ferez une

distribution à vos troupes, en récompense de l'accomplissement de ce service. Enfin, vous détruirez tout ce qui ne pourrait être facilement emporté”.

Cette invitation au pillage s'adressait à des milices qui avaient fait leurs preuves en ce genre d'exploits ; les ruines fumantes qui couvraient la péninsule étaient là pour le dire. Prebble n'eut cependant pas tout le succès qu'il attendait de l'expédition qui lui était confiée.

“Le 23 avril, raconte l'abbé Desenclaves, un village fut investi et enlevé ; tout fut brûlé, et les animaux tués ou pris, et une maison à quatre lieues de là eut le même sort, le même jour. Le dimanche après la Passion, on pillait une maison, et on prit les bestiaux appartenant à M. Joseph d'Entremont qui avait été pris à la pêche avec un fils à lui, un à sa femme et un garçon du Port-Royal. Il y avait à une petite lieue de la maison, mon presbytère et une modeste chapelle : ils n'y ont pas encore été, ils n'ont pas même brûlé un petit oratoire que j'avais où ils ont été, le lundi de la Pentecôte. Ils forcèrent sans doute M. Joseph d'Entremont de les conduire chez ses enfants, dont ils tuèrent l'un d'eux, lui enlevèrent la chevelure, pillèrent leur cabane, qu'ils brûlèrent ; ils emmenèrent quelques animaux. Les autres enfants ont pris la fuite, tout le reste s'est retiré dans les bois faisant garde en cas de surprise. Je compte

qu'ils auront de la peine à me trouver avec une vingtaine d'âmes qui sont avec moi ; nous n'avons rien laissé dans nos maisons, pas plus que dans l'église ; nous attendons ici la miséricorde du Seigneur.

« Si les choses ne s'accrochent pas, nous ferons notre possible pour gagner la rivière Saint-Jean au printemps ; si elles s'accrochent et que Monseigneur le veuille, j'irai finir mes jours dans quelque coin de communauté en Canada. Sinon, il faudra que je passe en France d'où j'ai reçu des lettres d'instances tout fraîchement. Plaise à la miséricorde de Dieu de me faire connaître sa sainte volonté. Souvenez-vous de nous dans vos saints sacrifices ¹ ».

Cette première descente des Anglais fut suivie, bientôt après, d'une autre, où se commirent de nouvelles dévastations ; l'abbé Desenclaves y fut fait prisonnier avec plusieurs de ses paroissiens. Transporté au Massachusetts, il y fut détenu plus de deux ans dans une dure captivité. Enfin, en 1759, il obtint la liberté de repasser en France.

Les tragiques événements dont il avait été témoin lui causaient une telle tristesse qu'il avait résolu de n'en point parler et de chercher à en oublier jusqu'au

1 — Archives de l'archevêché de Québec. — Lettre de l'abbé Desenclaves à l'évêque de Québec, 22 juin 1756.

souvenir. C'est lui-même qui nous l'apprend, dans une lettre qu'il écrivait de Honfleur (8 mars 1759) à l'évêque de Québec, et dans laquelle il exhalait une dernière plainte " contre la corruption de l'administration française en Amérique, contre cette foule de petits gentilshommes qui ne subsistent que par les bien faits de Sa Majesté très chrétienne, ne pensent qu'à faire leur bourse aux dépens du public et des particuliers, ne veulent pas faire un pas pour défendre une place, dont la prise entraîne après elle la ruine des plus belles espérances de la France... et la désolation d'environ seize cents familles, par la perte des biens, de la liberté et même de la vie pour le plus grand nombre... "

" Mais désormais j'y penserai le moins que je pourrai, et en parlerai encore moins. Sur la fin de mes jours, je ne dois plus penser qu'à prier le Seigneur pour tous les Etats... "

IV

L'abbé Desencaves alla passer le peu de jours qui lui restait à vivre dans le Limousin, son pays natal, d'où il s'était exilé trente ans auparavant pour accomplir l'œuvre de sa vie. On ignore la date de sa mort.

D'une intelligence ordinaire, peu versé dans les connaissances étrangères à son état, il n'avait de remarquable que sa générosité d'âme et cet ensemble de vertus rares qui font le bon pasteur. Il suffit à sa mémoire d'avoir été loué par celui de ses supérieurs qui avait été le mieux en état de le connaître et de le juger, le grand vicaire de L'Isle-Dieu. Ecrivant au ministre, il résumait l'éloge qu'il faisait de l'abbé Desenclaves, en disant que c'était un bon et vertueux missionnaire, appréciant avec justice les hommes et les choses.

Avec lui se termine l'œuvre évangélique de Saint-Sulpice en Acadie. Chacun de ses missionnaires, animé de l'esprit de son fondateur, y répandit la bonne odeur de Jésus-Christ. Le bien qu'ils firent ne fut cependant que la moindre partie de ce qu'avait espéré accomplir leurs supérieurs, M. Tronson, et son successeur, M. Leschassier. La fondation d'un séminaire qui, à l'exemple de celui de Montréal, aurait été la pépinière d'un clergé national, eût établi l'Eglise d'Acadie sur une base durable. Malheureusement les révolutions périodiques qu'eut à subir ce pays, puis la conquête anglaise, firent échouer le projet, entrepris d'abord à Port-Royal, ensuite à l'île Saint-Jean. L'initiative de cette fondation était due à M^{sr} de Saint-Vallier qui l'avait conçue lors de son voyage de 1686. Après que ce projet eut échoué à

Port-Royal, le prélat essaya de le reprendre à Pentagoët, avec l'aide des Sulpiciens. La mission qu'y avait fondée l'abbé Thury et qu'entretenaient après lui ses confrères, puissamment secondés par le baron de Saint-Castin, donnait en effet de belles espérances pour l'avenir. La prise de Pentagoët par les Anglais y mit bientôt fin.

De leur côté, les prêtres du séminaire de Québec, dont un des membres, l'abbé Maudoux, tenait la cure de Port-Royal en 1700, y projetèrent la fondation d'un séminaire qu'ils durent abandonner en apprenant la décision prise par la cour de Versailles de confier les paroisses de l'Acadie à des religieux récollets¹.

On a vu par les notices qui précèdent que cette suite de mécomptes n'avait lassé la persévérance ni de la congrégation de Saint-Sulpice, ni de celle des Missions-Étrangères. L'une et l'autre continuèrent de répondre aux appels des évêques de Québec et entretenirent jusqu'à la fin des missionnaires en Acadie. Durant les années qui suivirent le grand dérangement, quand de petits groupes catholiques commencèrent à s'établir dans ce qu'on appelle les Provinces Maritimes, où l'Église parut comme par miracle sortir de ses ruines, la sollicitude de ces deux

1 — *Archives du séminaire de Québec.*

institutions prit une nouvelle forme, adaptée aux circonstances : c'est dans les séminaires de Québec et de Saint-Sulpice de Montréal que sont venues s'instruire et se préparer au sacerdoce, depuis près d'un siècle, les générations de prêtres qui ont si admirablement organisé l'Eglise dans ces contrées. Et de nos jours encore, c'est dans l'une ou l'autre de ces deux institutions que viennent se préparer aux ordres sacrés la plupart de ceux qui se destinent à continuer leur œuvre. Ainsi se trouvent réalisés, bien que d'une manière qui n'avait pu être prévue, les desseins formés, il y a plus de deux siècles, par les supérieurs des deux congrégations pour l'établissement de l'Eglise en Acadie.

FIN

APPENDICE

Après la cession de l'Acadie à la couronne britannique en 1713, il y vint plusieurs prêtres des Missions-Etrangères dont quelques-uns ont joué un rôle important, tels que l'abbé Maillard et l'abbé Le Loutre. Nous nous sommes cependant abstenus d'en parler dans la présente Histoire, parce que nous les avons amplement fait connaître dans deux ouvrages précédents, *Un pèlerinage au pays d'Évangéline* et *Une seconde Acadie*. Si nous insistons ici, ce n'est pas pour tracer leurs biographies, mais pour apporter de nouveaux témoignages à ceux que nous avons déjà donnés sur leur conduite durant la guerre, et sur les efforts constants qu'ils ont faits pour humaniser les sauvages.

A la fin de l'année 1748, l'abbé Maillard se trouvait au sud du Cap-Breton avec un parti de sauvages micmacs commandés par le capitaine Marin. Les premières rumeurs de la paix conclue en Europe venaient d'arriver au camp, lorsque les sauvages y entrèrent avec plusieurs officiers anglais qu'ils venaient de faire prisonniers et qu'ils menaçaient d'égorger ; car ils étaient dans un état d'exaspération dont on peut se rendre compte en lisant le Mémoire que nous publions ci-après. Ce ne fut qu'à force de supplications et de présents

que l'abbé Maillard et le commandant Marin réussirent à arracher les prisonniers de leurs mains. L'abbé Maillard profita de la mise en liberté de ces officiers pour montrer une fois de plus aux Anglais le bien qui résultait de la présence des missionnaires dans les partis de guerre. Dans la lettre qu'il écrivit au colonel Hopson, alors commandant à Louisbourg, il disait : " Je ne fais aucune difficulté de vous dire que vous devez remercier Dieu de ce que M. Marin et moi soyons venus avec les sauvages sur votre île... Tous ces sauvages, devenus furieux et intraitables de ce qu'on leur parlait de ne plus faire d'hostilités, voulaient malgré tout faire ravage et dégât partout où ils auraient pu le faire... Si vous saviez, Monsieur, comme moi qui m'attribue l'honneur de vous écrire, ce que c'est d'avoir à conduire un troupeau semblable tant pour le spirituel que pour le temporel, ce qu'il faut faire pour le maintenir dans l'ordre et la tranquillité, de quel art oratoire il faut se servir pour le mettre au niveau avec la raison, vous seriez tenté de dire qu'il faut que leurs conducteurs aient une magie qui leur soit propre et inconnue à tout autre : depuis quatorze ans que je suis avec les sauvages, je puis dire n'avoir encore aperçu en eux que de pures machines ; heureux celui qui sait en monter les ressorts pour le faire jouer à sa volonté. Depuis tout ce temps, je n'ai encore pu parvenir à ce point de science ; il n'y a, je vous le jure, Monsieur, que la religion qui soit capable de les rendre quelquefois traitables et dociles ". — (*Public Record Office, Am. and W. I., vol. 65, p. 219. Maillard to Hopson, La Baie Verte, ce 1^{er} 7bre 1748*).

Les années les plus fécondes en récriminations et en accusations de toutes sortes contre les missionnaires, furent celles qui s'écoulèrent entre le traité d'Aix-la-Chapelle et la dispersion des Acadiens (1748-1755). Ce court répit entre deux

guerres mérite à peine le nom de paix. Les contestations au sujet des limites restées incertaines entre les deux colonies rivales, étaient l'occasion ou le prétexte de conflits continuels. Chaque parti s'accusait d'être l'agresseur.

C'est à ce moment que fut écrit le curieux Mémoire qu'on va lire. L'original de ce Mémoire, ou du moins une copie qui en a été faite à cette date, a été trouvée récemment par un savant antiquaire de Normandie, M. Gaston du Boscq de Beaumont, en même temps qu'une Collection de manuscrits provenant de M. de Surlaville, officier français venu à Louisbourg en 1751, avec le comte de Raymond, nommé gouverneur de l'île du Cap-Breton. Ce Mémoire n'est pas signé, mais M. de Surlaville, dans une note écrite de sa main, l'attribue à l'abbé Maillard ; ce qui ne fait guère de doute après qu'on l'a lu. Le trop fameux Pichon, ancien secrétaire du comte de Raymond, devenu espion des Anglais, a eu entre les mains ce Mémoire. Il l'a reproduit dans ses *Lettres sur le Cap-Breton*, publiées à Londres en 1760 (pp. 130 et suivantes, 204 et suivantes), mais il l'a défiguré en le morcelant et en le transformant en discours qu'il met dans la bouche du comte de Raymond. Surlaville affirme au contraire qu'il n'est pas de ce gouverneur. Voici le texte de ce Mémoire qui a dû être écrit vers 1750 ou peu après :

“ MOTIFS DES SAUVAGES MIKMA QU'ES ET MARICHITES DE
CONTINUER LA GUERRE CONTRE LES ANGLAIS
DEPUIS LA DERNIÈRE PAIX ¹

“ Cette Nation n'a jamais pu oublier tout ce que les Anglais établis dans l'Amérique Septentrionale ont mis en œuvre dès les premiers temps de leur établissement pour la détruire de

1 — “ Ce Mémoire n'est certainement pas de Raymond : je le crois de l'abbé Maillard ”.—*Note de M. de Surlaville, major des troupes de l'île Royale.*

fond en comble, ce qui fait qu'elle ne cesse de chercher les occasions de leur en marquer son ressentiment ; elle a surtout, à tout moment, devant les yeux, ce qui suit :

“ En 1744, vers la fin d'Octobre, feu M. Gorrhon (Gorham), Commandant un détachement de troupes anglaises, envoyé pour observer la retraite que les François et les Sauvages faisoient de devant Port-Royal en Acadie, ce détachement aiant trouvé à l'écart deux cabannes de sauvages Mikmaques où il y avoit cinq femmes et trois enfans, desquelles femmes deux étoient enceintes, saccagea, pilla et brûla ces deux cabannes et massacra les cinq femmes et les trois enfans. Il est à remarquer qu'on trouva les deux femmes grosses éventrées, trait que les Sauvages ne peuvent oublier, parce qu'alors on se faisoit bonne guerre. Ils ont toujours regardé cette action comme une marquée singulière de la cruauté la plus inouïe.

“ Cinq mois avant cette action, un nommé Danao ou David, Corsaire anglois, aiant artificieusement arboré pavillon françois dans le passage de Fronsac, fit, par le moien d'un renégat françois qu'il avoit pour interprete, venir à bord de son bâtiment le chef des Sauvages de L'Isle Roiale, nommé Jacques Padanuques, avec toute sa famille, l'emmena à Boston où il fut mis au cachot dès qu'il fut débarqué, et d'où on ne le tira que pour le faire étouffer dans le bâtiment où ils disoient ne l'avoir fait embarquer que pour le remettre sur l'Isle Roiale. Ils ont gardé son fils, jeune homme alors de huit ans, et ne veulent absolument pas le rendre. Il est à noter que, plusieurs fois depuis la détention de ce jeune sauvage, on leur a remis des prisonniers sans rançon aux conditions qu'ils rendroient ce jeune homme, qu'eux-mêmes se sont soumis à ces conditions, que néanmoins, ils n'y ont jamais été fidèles.

“ Au même mois de juillet 1745, le même Danao prit encore par la même ruse une famille sauvage qui n'a pu se retirer de leurs mains qu'en échappant la nuit de leurs prisons. Dans le même temps, un nommé Barthélemi Petitpas, interprète apointé des sauvages, fut emmené prisonnier à Boston ; les sauvages l'ont demandé plusieurs fois en échange de prisonniers anglois qui étoient alors entre leurs mains, dont il y avoit deux officiers à qui ils donnèrent la liberté à condition que le d. Petitpas leur seroit renvoyé, les Bostonnois ont néanmoins retenu prisonnier le dit Petitpas et l'ont fait mourir par la suite.

“ Dans la même année 1745, le missionnaire des Sauvages de l' Isle Royale, Naltikonech, Pikitout et l'Isle Saint-Jean, nommé l'abbé Maillard, aiant été invité par plusieurs Lettres de la part du chef de l'escadre Anglaise et du général des troupes de terre à un pourparler que ces deux messieurs vouloient avoir avec lui au suj et des Sauvages, se rendit à Louisbourg qui étoit alors aux Anglais, sur les assurances que ces Messieurs lui avaient données par écrit et sur la promesse formelle qu'ils lui avaient faite avec serment de lui donner toute liberté de retourner d'où il étoit venu. Après avoir satisfait à tout ce qu'ils désiroient de lui, (ils) le retinrent à Louisbourg où ils lui firent plusieurs mauvais traitements, et ensuite l'obligèrent à s'embarquer tout malade et dénué de tout sur un vaisseau de leur escadre pour le faire passer en Angleterre et de là, en France.

“ Cette même année, 1745, plusieurs corps de sauvages décédés et inhumés au Port Toulouse, furent exhumés par les Bostonnois et jetés au feu, en outre le cimetièrre de cette nation ravagé, et toutes les croix posées sur chaque tombe, brisées en mille pièces.

“ En 1746, les étoffes que les sauvages achetèrent des anglois qui commerçoient alors dans le bassin de Mejagoueche à Beaubassin, parce que les étoffes manquoient partout, se trouvèrent empoisonnés, de sorte que plus de deux cents sauvages, tant de l'un que de l'autre sexe, en périrent ¹.

“ En 1749, vers la fin du mois de mai, tems auquel on ne savoit pas encore dans la Nouvelle-France la suspension d'armes entre les deux couronnes, les Sauvages aiant fait deux prisonniers anglois sur l'Isle de Terrebonne, apprirent de ces mêmes prisonniers la suspension d'armes. Ils en crurent les Anglois, leur en marquèrent leur satisfaction, les traitèrent comme frères, les dégagèrent de leurs liens et les menèrent à leurs cabanes. Les dits prisonniers, pendant la nuit, massacrèrent vingt-cinq de ces sauvages, tant hommes que femmes et enfans, et se sauvèrent. Il n'y a que deux sauvages qui ne se trouvèrent point compris dans ce massacre, parce qu'ils ne s'y trouvèrent pas. Vers la fin de la même année, les Anglois s'étant rendus à Chibouctou, firent partout répandre le bruit qu'ils alloient détruire tous les Sauvages. Ils parurent agir en conséquence, puisqu'ils envoièrent de côté et d'autres différens détachemens de leurs

1 — En juillet 1763, le général Amherst écrivait au colonel Bouquet :

“ Could it not be contrived to send the *Small Pox* among those disaffected tribes of Indians ”?

Bouquet lui répondit : “ I will try to inoculate the . with some blankets that may fall in their hands, and take care not to get the disease myself ”.

Amherst lui répliqua : “ You will do well to try to inoculate the Indians by means of blankets ”.

“ There is no direct evidence, écrit M. Parkman, that Bouquet carried into effect the shameful plan of infecting the Indians, though, a few months after, the small-pox was known to have made havoc among the tribes of the Ohio. Certain it is, that he was perfectly capable of dealing with them by other means, worthy of a man and a soldier”. (*Conspiracy of Pontiac*, Vol. II, p. 39 et suivantes).

troupes pour aller à la poursuite de ces sauvages. Ceux-ci furent si fort allarmés de ce procédé des Anglois que, dès lors, ils se déterminèrent entre eux à leur déclarer la guerre, tout foibles qu'ils étoient. Sachant que la France avoit fait la paix avec l'Angleterre, ils résolurent de ne pas cesser pour cela de faire, partout où ils pourraient, main basse sur l'Anglois, disant qu'ils ne pouvoient se dispenser de le faire puisque, contre toute justice, on les vouloit chasser de leur país. Ils envoièrent alors une déclaration de guerre en forme au nom de leur nation et de leurs alliés sauvages aux Anglois 1.

“ L'établissement de Chibouktouk a beaucoup choqué cette nation; les faits rapportés ci-dessus, et les cruautés dont ils se plaignent, semblent les rendre à jamais irréconciliables avec les Anglois. Quant à ce qui regarde les missionnaires des sauvages, on ne peut les soupçonner d'user de connivence en tout ceci, si l'on veut faire attention à la conduite qu'ils ont toujours tenue avec eux, et surtout dans le tems de la guerre dernière. Combien d'actes d'inhumanité se seroient commis par cette nation naturellement vindicative, si les missionnaires ne se fussent pas sérieusement appliqués à les distraire de ces idées. Il est notoire que les sauvages se croient tout permis contre ceux qu'ils regardent comme leurs ennemis. On ne peut dire combien les efforts de ces mêmes missionnaires ont été grands pour venir à bout de réprimer dans ces conjonctures cette licence criminelle, surtout les sauvages se croiant autorisés par droit de représailles. Combien d'honnêtes gens de la nation anglaise auroient pour

1 — L'auteur a publié le texte de cette déclaration de guerre, en langue micmacque avec le français en regard, dans *Le Canada-français* vol. I, année 1888. *Documents inédits*, p. 17.

jamais été détenus captifs et subi un sort des plus tristes; si par l'entremise des missionnaires, les sauvages ne se fussent déterminés à les relâcher.

« Ces missionnaires sont à même de faire voir par écrit les instructions qu'ils font aux sauvages touchant la douceur et l'humanité dont on doit faire usage, même en guerre. C'est surtout depuis dix-sept ans qu'ils ne cessent de déclamer contre les façons barbares et sanguinaires de ces sauvages qui semblent innées avec eux; ce qui fait que dans les maximes de conduite écrites pour eux, on a attention d'y insérer un chapitre qui, dès le commencement jusqu'à la fin, leur met devant les yeux l'extrême horreur qu'ils doivent avoir d'une semblable conduite. Ils ont particulièrement soin de faire apprendre ce chapitre tout entier aux enfants; d'où il suit que, de jour en jour, on s'aperçoit qu'ils deviennent plus humains et écoutent plus à cet égard les remontrances du missionnaire ».

C'est au lecteur à juger si les Micmacs et les Malécites avaient raison de se défier des Anglais, surtout des " Bostonnais ", et de défendre les armes à la main les terres de chasse, dont eux les enfants du sol avaient hérité de leurs pères et qu'ils n'avaient jamais cédées. De leur côté, les missionnaires avaient-ils tort de prendre la cause du faible contre le fort, du droit contre l'usurpation? En tout cas, c'est à ce point de vue qu'ils se placèrent. Cela ne pouvait manquer d'attirer sur eux la colère des autorités de la Nouvelle-Ecosse qui les tinrent responsables, particulièrement l'abbé Maillard et l'abbé Le Loutre, des hostilités commises par les sauvages.

Plus tard, quand la guerre fut terminée, que la France se fut retirée de l'Amérique, les gens d'Halifax rendirent plus de justice à l'abbé Maillard, resté seul, au milieu de la désert-

tion générale, fidèle à ses ouailles. De nouveaux devoirs s'imposaient à lui sous un gouvernement nouveau : il les remplit avec la même fidélité que sous le régime précédent. Les soins qu'il mit à calmer les sauvages furent reconnus si efficaces que la cour de Londres lui accorda une pension annuelle jusqu'à sa mort (1762).

Voici en quels termes le révérend M. Wood, ministre protestant d'Halifax, raconte ses derniers moments :

“ In Augt last died Mons. Maillard, a french priest, who had the Title of Vicar General of Quebec and has resided here some years as a missry to the French and Indians, who stood in so much awe of him, that it was judged necessary to allow him a Salary from our Government. The Day before his Death, at his own Request, Mr. Wood performed the Office for the Visitation of the Sick according to our Form in the French language, in the presence of all the French, whom Monsr. Maillard ordered to attend for that Purpose. He was buried in the Church Yard by order of the Lieutenant Governor, and his Pall was supported by the President of the Council, the Speaker of the House of Assembly, and four other Gentlemen, and Mr. Wood performed the Office of Burial according to our Form in French, in presence of almost all the Gentlemen of Halifax, and a very numerous Assembly of French and Indians. Mr. Wood hopes this Circumstance and the visible Respect Mr. Maillard shewed him before the French and Indians may be a means of withdrawing them from the Superstitions of Popery, and leading them to embrace and practise our pure religion ”.—*Lambeth MSS.*—1124—2 f. 120. *Wood (Revd. Mr.) to S. P. G., Oct. 27, 1762—Halifax.*

Tout portait à croire que le souhait exprimé ici par le ministre Wood ne pouvait manquer de s'accomplir. Il ne

restait plus en ce moment un seul prêtre catholique dans la région qui forme aujourd'hui les Provinces Maritimes, où le protestantisme seul avait le droit d'exister ; mais les prédications de l'abbé Maillard et les exhortations qu'il adressa aux divers groupes de Blancs et de Peaux Rouges qui vinrent s'agenouiller à son lit de mort, ne furent pas oubliées. Acadiens et Micmacs sont tous restés catholiques et le sont encore aujourd'hui.

FIN DE L'APPENDICE

ERRATA

<i>Page 134, ligne 5, au lieu de Je vous écris, lisez Il vous écrit.</i>					
“	146,	“	11,	“	de Mississipi, “ du Mississipi.
“	149,	“	5,	“	de P. Bigot, “ du P. Bigot.
“	152,	“	25,	“	Hutchison, “ Hutchinson.
“	215,	“	24,	“	directeur, “ directeurs.
“	264,	“	1,	“	à rendre, “ afin de rendre.
“	327,	“	21,	“	gouvernement, “ gouverneur.
“	393,	“	23,	“	Gauthier, “ Gautier.